Les combattants, les fétiches et le prétoire

Le procès de Germain Katanga devant la Cour pénale internationale

Fighters, Fetishes and the Courtroom. The Trial of Germain Kantanga before the International Criminal Court

Élisabeth Claverie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/22374>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.22374

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 699-735

ISBN : 978-2-7132-2743-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Élisabeth Claverie, « Les combattants, les fétiches et le prétoire », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 231-232 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 02 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/22374> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.22374>

Les combattants, les fétiches et le prétoire

Le procès de Germain Katanga devant la Cour pénale internationale

Cadre énonciatif et grammaire normative d'appui des jugements

Du point de vue des sciences sociales, les procès pénaux de la justice pénale internationale, au cours desquels de nombreux témoins font des dépositions¹, peuvent, entre autres dispositifs de descriptions, servir de base à l'analyse de conflits armés contemporains, qu'ils soient internes ou internationalisés, et de leurs formes organisationnelles et politiques. C'est le cas, par exemple, de la Deuxième Guerre du Congo-RDC (1998-2004). Ainsi le procès retenu ici, parmi trois autres jugés par la même Cour et concernant d'autres protagonistes et épisodes de ce même conflit armé, est l'affaire de deux responsables présumés des violations graves commises lors de l'attaque de la bourgade de Bogoro, deux chefs de milices locales de villages lendu et ngiti en Ituri dans l'est de la RDC : Germain Katanga et Matthieu Ngudjolo. Ils furent poursuivis et jugés conjointement devant la Cour pénale internationale, qui siège à La Haye, aux Pays-Bas. Ils étaient accusés de plusieurs chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité². On le sait, la Cour pénale internationale (CPI) est habilitée à juger, en situation d'extra-territorialité, les crimes de masse au titre

1. D'abord, le procès de Thomas Lubanga, ensuite celui de Germain Katanga et de Matthieu Ngudjolo, et enfin (en cours) celui de Bosco Ntaganda. Voir le site de la CPI : <<https://www.icc-cpi.int>>.
2. Comme l'exprime la juge Steiner dans son prononcé du jugement Bemba en première instance : « En vertu de l'article 66-1 du Statut, l'accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie. Conformément à l'article 66-2, il incombe au Procureur de prouver la culpabilité de l'accusé. Pour que l'accusé soit déclaré coupable, chaque élément des crimes, les éléments contextuels et la forme de responsabilité invoquée doivent avoir été établis au-delà de tout doute raisonnable » (Procès Bemba, audience de prononcé du Jugement, 21 mars 2016, T-367, p. 6). Voir aussi <https://www.icc-cpi.int/CourtRecords/CR2016_08547.PDF>.

de la responsabilité individuelle de leurs auteurs. Elle est compétente, sous les conditions prévues par le Statut de Rome, pour poursuivre, instruire, et juger les « crimes internationaux », et eux seuls, à savoir, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides. Au terme d'un procès de cinq ans³, qui tint 239 audiences quotidiennes, le premier de ces accusés, Germain Katanga, fut reconnu coupable de plusieurs des chefs d'accusation dont il était initialement accusé, et le second, Matthieu N'Gudjolo, fut acquitté de tous les chefs, faute de preuves suffisantes. C'est à l'intérieur de cette Chambre de Jugement de la CPI — la Chambre d'instance II — que j'ai effectué mon terrain⁴ sur les groupes armés de la région et sur les processus de qualification juridique des faits. À côté de la jurisprudence du TPIY et du TPIR, ce processus s'effectue sur le fondement d'éléments-clés du droit pénal international et du droit international des conflits armés (appelé aussi droit international humanitaire), tels que rassemblés et définis dans les articles du Statut de la Cour, le Statut de Rome. Ces textes de droit international ne forment pas un corpus unifié ni codifié. Le droit des conflits armés provient d'un ensemble d'éléments de jurisprudence, de conventions internationales, de traités et de droit des traités, et de travaux de doctrine qui viennent actualiser l'ancien « droit de la guerre » lorsque tel ou tel point est mobilisé et plaidé comme droit applicable par une institution internationale arbitrale ou judiciaire. La judiciarisation des conflits armés en font « un droit en train de se faire », de se composer, au fil des questions juridiques et factuelles soulevées par chaque procès. Ce droit inclut désormais, par exemple, les conflits armés internes (« guerres civiles ») et les conflits internationalisés, et non plus seulement, comme le prévoyaient les Conventions de Genève et de La Haye, « les conflits armés internationaux »⁵.

3. Germain Katanga fut arrêté en octobre 2007 et transféré à La Haye le 17 octobre 2007. Son procès commença le 24 novembre 2009 et son jugement fut prononcé le 7 mars 2014. Matthieu Ngujolo Chui avait été arrêté en février 2008 et immédiatement transféré à La Haye. Alors que l'affaire à l'encontre de Germain Katanga était initialement jointe à celle de Mathieu Ngujolo Chui, la Chambre de première instance II décida de disjoindre les charges le 21 novembre 2012. Le jugement d'acquiescement de Mathieu Ngujolo Chui fut rendu en décembre 2012.

4. Après avoir suivi pendant de longues années les procès du TPIY sur les guerres de l'ex-Yougoslavie, j'ai effectué mon terrain à la CPI, non plus seulement en suivant les audiences, mais comme « observatrice » à l'intérieur de la Chambre II de Jugement, dans l'affaire Katanga/N'gudjolo, pendant trois ans. J'ai ainsi eu l'occasion, avec un bureau à la Cour entre 2011 et 2015, de suivre les audiences d'autres affaires (Bemba et Lubanga, notamment).

5. Les procédures des juridictions pénales internationales — Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Dans ce processus, par le truchement des récits de témoins multiples et des questions qui leur sont posées dans le cadre des enquêtes, interrogatoires et contre-interrogatoires exigés par la procédure à dominante Common Law de la CPI, s'opère une transformation : celle d'une scène de guerre en scène de crime.

Le déplacement, dans un prétoire des Pays-Bas, du conflit est-congolais nécessita pour tous les acteurs en présence au prétoire nombre d'opérations de qualifications et d'adaptations de part et d'autre de la barre afin de rendre possible des éléments d'intercompréhension et la possibilité d'un traitement judiciaire des séquences de ce conflit. Ceci, dans leurs moindres détails factuels, politiques, organisationnels, avec leurs milices et leurs combattants, leurs « enfants-soldats », leurs morts, leurs prophètes et leurs féticheurs, leurs viols, enlèvements, et pillages, leurs incendies récurrents de villages et de récoltes. Jusqu'aux détails les plus crus des meurtres, tout a été méticuleusement pris en compte au cours des débats au prétoire. Des acteurs sans commune mesure préalable se sont ainsi trouvés face à face, et face à de nombreux enjeux, parmi lesquels « le récit des faits ». D'un côté, des protagonistes locaux de la Deuxième Guerre du Congo⁶ : les perpétrateurs supposés, avec leurs avocats ; les témoins et les victimes et, de l'autre, les techniciens judiciaires de la scène de crime, les magistrats, le procureur, les assistants juridiques, le greffier d'audience, les experts, qui écoutent heure après heure, jour après jour, ces témoignages pendant des années, et doivent en rendre compte dans un jugement (un texte de 600 pages environ) satisfaisant aux règles de la grammaire du droit pénal international et du droit international humanitaire. Juger au plus près (avec la présence physique des accusés et des témoins), mais néanmoins à distance (loin des scènes de crime), est la condition de leur

et Cour pénale internationale (CPI) — relèvent d'une hybridation d'éléments de droit continental et de Common Law, celle-ci demeurant cependant l'élément dominant avec l'accent mis sur la « *cross-examination* », la théorie des preuves « au-delà de tout doute raisonnable », l'absence de phase d'instruction, et l'accent mis sur l'oralité des débats. Les cadres juridiques des TPIR et TPIY ont été élaborés par le département juridique des Nations Unies, tandis que la CPI, International Criminal Court (ICC) en anglais, relève du Statut de Rome, fondateur de cette Cour et de l'Assemblée des États-parties (parties au Statut) qui élit ses juges : « Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale » est le traité international qui a fondé la Cour. Composé d'un préambule et de 13 chapitres, il définit le cadre qui régit cette organisation. Adopté lors de la Conférence de Rome le 17 juillet 1998, il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, donnant ainsi naissance à la Cour pénale internationale » (<<https://www.icc-cpi.int/resource-library?ln=fr#coreICCTexts>>). Sur le droit des conflits armés, voir DAVID (2012).

6. Dans cet article, on utilisera les deux dénominations, la Deuxième Guerre du Congo ou la seconde guerre du Congo, qui se réfèrent au plus grand conflit, autrement appelé « la première guerre mondiale », de l'Afrique, entre neuf pays africains et une trentaine de groupes armés sur le sol de la RDC entre le 2 août 1998 et le 30 juin 2003.

difficile exercice de « cosmopolitique ». De ce fait, le prétoire devient alors, avec ses juges, procureurs et avocats de toutes nationalités, et ses témoins locaux, la scène de confrontations politiques, juridiques et sociales inédites. La distance oblige à demander aux témoins des récits très précis où la description arrive enfin à combler la distance. Cachée, mal documentée étant donné les difficultés et dangers de la situation, à l'exception notable de quelques spécialistes, cette seconde guerre du Congo fait irruption sur la scène publique sous un nouveau mode.

Donnons d'abord quelques éléments du cadre énonciatif dans lequel s'expriment les témoins au procès. Outre la question des relations d'interlocution prescrites dans une procédure judiciaire — ici une procédure de Common Law — et son insistance sur l'oralité des débats, il faut souligner l'importance centrale des témoignages, puisque ceux-ci forment l'un des deux seuls éléments constitutifs de la preuve, preuve qui dans cette procédure porte de fortes exigences⁷. Cette juridiction n'admet en effet que des preuves testimoniales et, quand il s'agit de preuves documentaires — le second mode de preuves — celles-ci doivent être attestées par des témoins pendant l'audience. Les témoins choisis ici sont des combattants (volontaires ou enlevés) et des victimes d'exactions et de crimes, parmi d'autres types de témoins (les témoins experts, par exemple).

Dans ces arènes, *via* les témoignages et leurs récits, toutes sortes de personnes et de collectifs exposent toutes sortes de savoirs des événements en même temps qu'est exercé par les personnels du tribunal et par les parties à l'affaire, un tri critique de ces dires. Ce tri se manifeste de différentes façons, explicites et implicites. Ainsi, le tribunal est-il constamment inquiet d'être en présence de personnes polytraumatisées et fragiles. Cette fragilité est progressivement repérée par le tribunal comme psychologique et sociale⁸, dévoilant les multiples effets d'une guerre de longue durée sur les personnes et les collectifs. Les diverses composantes de cette fragilité manifestent dans le processus narratif des personnes les effets intimes et sociaux de la violence de guerre sous divers aspects, y compris la pauvreté, l'analphabétisme, la mémoire traumatique, la désorientation. Dans ses questions aux témoins-victimes, à partir d'un « questionnaire » positiviste, la Cour se heurte aux troubles que celles-ci provoquent quant il s'agit de noms, d'âges, de lieux, d'heures, de chronologie des événements. Les difficultés de la Cour sont

7. Voir BUISMAN (2012) au sujet de la preuve et de la vérité judiciaire dans les procédures des juridictions pénales internationales, notamment à la CPI.

8. Beaucoup des personnels de la CPI avaient déjà été employés au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ou au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (magistrats, juristes, avocats, procureurs, membre du greffe ou de l'Unité des victimes et des témoins).

attribuées à une double distance : une distance culturelle et sociale (dans un jeu de complexes variations puisque les personnels de la Cour sont de toutes nationalités et langues⁹, mais liés par une culture professionnelle et un sentiment d'appartenance aux élites), et une distance expérientielle — celle qui sépare les environnements de la paix de ceux de la guerre — notamment d'une guerre civile de longue durée, avec des périodes aléatoires de haute, moyenne et basse intensité entretenant un qui-vive permanent, la fuite, les déplacements de masse, la perte, l'épuisement, les morts en masse, les blessés. Se lisent aussi, dans l'appréhension globale du contexte général des énonciations de témoignages par la Cour, des causes sociologiques et politiques indexées à l'absence totale de l'État, c'est-à-dire à l'absence de son rôle d'inscription, de mémoire, de mises en œuvre de routines administratives, scolaires, etc. Les récits des témoins attestent sans cesse de l'absence de coordonnées stabilisées et subjectivées, qu'elles soient spatiales ou temporelles. Pas de bureaux d'enregistrement des naissances dans la région si ce n'est, quelquefois, ici ou là, des structures d'enregistrement accessibles un moment, ou non, au gré des mouvements des groupes armés, et de l'arrivée aléatoire des salaires. Dans ce contexte, le nom d'une personne est alors confiné, sans retraduction administrative standardisée, dans l'espace — non accessible pour un tiers — de ses usages familiaux et sociaux, avec ses composantes secrètes, quelquefois sujettes à des interdits familiaux d'énonciation publique, ses recompositions circonstanciellées dans les trajets de vies, notamment liés à la vie de combattant (noms des miliciens changeant au gré de leurs différents recrutements). Le nom individuel qui, dans l'espace probatoire du prétoire de cette Cour, est censé constituer l'identification juridique des personnes et le fondement même de la preuve, est souvent hors de portée des juges, voire incompréhensible dans un premier temps (dans ce cadre, on s'appelle soit A soit B, mais non pas A puis B, puis C, puis D, puis E dans le cours d'un même récit pour parler de soi dans une seule scène). Ce fut la première épreuve de réalité des juges. Que ces juges soient asiatiques, africains, canadiens, nord ou sud-américains ou européens, là commença leur entrée dans la Guerre du Congo, là commença leur confrontation empirique avec ses effets sur les personnes, en l'occurrence, face à eux, les victimes et les témoins. Un expert congolais des conditions d'attribution des noms de famille et de l'enregistrement des naissances avait, d'ailleurs, déjà été appelé à la rescousse dans l'affaire Lubanga, s'agissant des périodes de guerre en Ituri¹⁰. Les témoins, quant à eux, confrontés à une

9. Les langues officielles de la Cour sont néanmoins l'anglais, le français et la langue véhiculaire du lieu des faits, ici le swahili.

10. L'expert congolais convoqué pour expliciter la construction des noms expliqua à la Cour, la laissant dans une certaine perplexité, la situation habituelle de nomination, avant même

demande de publicité de leurs noms et de celui de leurs proches (vivants ou décédés), se voient parfois dans l'impossibilité de répondre (y compris pour des raisons d'interdits) et choisissent de ne donner qu'un des « moments » de leurs noms. Les combattants, quant à eux, donnent leurs surnoms, et certains d'entre eux, actifs, maîtres et acteurs des situations, livrent au contraire des récits de maîtrise, réflexifs, circonstanciés et précis.

En situation de fuite, de déplacements constants, de séjours plus ou moins longs « en brousse », y compris en forêt¹¹, de dispersion des entités familiales, de viols systématiques, d'enlèvements des jeunes pour recrutements, d'unités résidentielles et agricoles brûlées et saccagées, les coordonnées spatiales se dissolvent, s'oublient pour les plus jeunes. En outre, perçoivent les juges, les âges donnés au prétoire au fil des récits lors des dépositions, se livrent en fonction des situations et interlocuteurs rencontrés par le témoin. La manière dont on donne son nom ou son âge fait partie des économies de la débrouille et de la survie dans un tel contexte de peurs et d'incertitudes, avec les rapports souples à la vérité qu'il génère : on a le nom qui passe le mieux au *checkpoint*, ou dans tout autre circonstance demandant quelque prudence. On le réutilise ensuite. En conséquence de ce télescopage des noms, les témoins sont tenus sous imputations latentes de ne plus les distinguer ni les détacher des circonstances qui les ont produits, mais aussi d'improviser, de mentir sciemment, de ruser, d'imaginer, d'inventer, d'affabuler, d'être imprécis,

de parler de tout contexte de guerre : « Il y a le nom qui est prévu, que les parents disent : “Voilà, l'enfant qui va naître prendra le nom de tel ancêtre” pour des raisons bien déterminées ; ce nom-là, c'est le nom avant sa naissance. On l'appellera très littéralement le nom du ventre. Et quand l'enfant va naître, il y a un voisin qui dira : “Écoutez, nous sommes tellement amis, il faut donner mon nom.” On donnera... On appliquera un autre nom, mais l'enfant est venu au monde, mais il est baptisé ; il devient Pierre. Il a un nom, il a deux noms, mais il est, entre-temps, Pierre ; mais ses parents veulent que ce soit un homme fort, courageux, un grand chasseur. Mais il aura le nom du chasseur. Pour revenir à mon propre nom, le nom de Bwatshia signifie “la nuit va prendre fin” ou “la nuit a pris fin” ; ça, c'est le nom du ventre. Celui-là, il va être la personne qui sera... qui va signifier “la nuit a pris fin, la nuit va prendre fin”. Mais à la naissance, ils disent : “Écoutez, ça doit être un annonceur, celui qui annonce, un messenger”. Et entre-temps, c'est l'ami de mon père... alors, il dit : “Écoutez, donne le nom de Kambayi ; *allez-y donc leur dire que... la nuit a pris fin*” » (Procès Lubanga, transcrit de l'audience du 7 janvier 2010, T-223, p. 82, nos italiques).

11. Par exemple, le témoin P37 (pseudonyme modifié par moi) indique ainsi son trajet de fuite : la première femme de son père avait deux garçons (qui ont été tués) ; du remariage de son père sont nés quatre garçons et trois filles. La fille aînée, la sœur de P37, et trois de ses frères vivent cachés en forêt, tandis que lui-même a été enlevé par un groupe armé, après une longue fuite à travers l'Ituri et jusqu'à Beni, après que sa mère ait été tuée pour sorcellerie par un combattant au sein de sa propre ethnie (lendu/ngiti) lors de l'attaque de Nyankunde.

oublieux ou intéressés et de produire des récits *ad hoc*. C'est-à-dire, par exemple, d'énoncer des récits à charge, cela à des fins de vengeance ou, à l'inverse, des témoignages à décharge sous contrainte de clientélisme, ou de liens de parenté, etc.

Mais les juges sont chargés d'établir des responsabilités pénales et ne peuvent accuser sans preuves, ni étendre trop loin, pour les accusés, les circonstances atténuantes, afin de préserver la notion d'intention et de responsabilité¹². Ils doivent établir des qualifications pénales contraintes par des seuils et par la définition des crimes : ainsi, le crime n'est pas le même, par exemple, si l'accusé a fait participer aux hostilités des enfants de moins ou de plus de quinze ans. D'un côté, ces procédures de tris visent à favoriser la « manifestation de la vérité » et à satisfaire à une forte contrainte probatoire, tout ce qui fera récit dans le texte final du jugement devant être prouvé. De l'autre, elles sont stimulées par les efforts déployés par chacune des parties pour faire gagner sa cause. L'accusation et la défense de l'accusé construisent et soutiennent des thèses opposées, ce qui passe par des opérations de décrédibilisation des témoins lors des contre-interrogatoires des témoins de la partie adverse. Ces procédés sont préalablement expliqués aux témoins, avant et pendant l'audience, mais les contre-interrogatoires sont quelquefois perçus comme violents par le témoin. Ils sont néanmoins réexpliqués et justifiés devant lui oralement à l'audience par les juges, au titre du respect des droits de la défense et de l'accusé, les trois juges¹³ qui, dans chaque affaire, siègent de concert, étant chargés de la police de l'audience. Néanmoins, des accusations de non-compréhension, imputées à des distances culturelles, sociales, politiques — et tenues pour irréductibles — flottent constamment autour des débats du personnel judiciaire composé de multiples nationalités.

Dans un procès de ce type, la Chambre (unité judiciaire de l'instance de jugement de tel ou tel procès) a un but judiciaire situé : évaluer, au fil des audiences, les preuves amenées par les parties pour prouver ce qui est inscrit dans les charges de l'acte d'accusation¹⁴ : ici, que les deux accusés ont fait partie (ou non) de l'organisation de l'attaque, au moins à titre de supplétifs locaux des forces armées nationales (ou non), après qu'ils aient

12. La défense étend les éléments de circonstances atténuantes quand l'accusation, chargée de faire face au crime, la réduit. Les juges doivent circuler entre ces deux récits causaux.

13. Les juges doivent tous être de nationalités différentes sur un même banc, dans une même affaire.

14. C'est l'accusation, le Bureau du Procureur, qui a la charge de la preuve. Les instances de la CPI sont réparties entre les chambres de jugement (les juges et leurs assistants juridiques), l'accusation (le Bureau du Procureur et ses différents services (enquêtes, analyses, etc.), le Bureau de la Défense et ses services, le Département des Victimes et des Témoins, dépendant du Greffe.

conduits seuls, comme milices, des offensives violentes contre des villages et quartiers de villes (à Bunia, chef-lieu de l'Ituri) (ou non), qu'ils aient allié leurs forces respectives sur un motif ethnique, qu'ils aient accepté de se placer sous la gouverne d'un mouvement politique, le RCD/K-ML et son armée, l'APC¹⁵, pour reprendre aux Hema et à leurs appareils le contrôle de l'Ituri (ou non). Le RCD/K-ML et son groupe armé, l'APC, étaient désormais alliés au pouvoir central, après avoir été leurs pires ennemis, tandis que l'UPC, le parti représentant les intérêts des Hema, était, à cette date, allié à l'Ouganda ou au Rwanda, qui les parrainaient alternativement, avant qu'il ne déclare ouvertement ses visées indépendantistes. Il fallait prouver ensuite que les accusés étaient « physiquement présents » à Bogoro au moment de l'attaque (ou non), qu'on les avait vus perpétrant ou faisant perpétrer des crimes (des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité définis), ce qu'ils niaient énergiquement. Il fallait établir au moins qu'ils étaient les co-organisateurs locaux de l'attaque, même de loin — « *the perpetrator behind the perpetrator* » — que G. Katanga et M. N'Gudjolo avaient l'autorité sur les troupes locales, qu'ils en avaient le commandement, même selon des modèles d'autorité locaux et/ou spécifiques « aux groupes rebelles », que ces troupes-ci étaient organisées, hiérarchisées, et obéissaient à leurs ordres. Et même si les militaires de l'APC avaient la main sur l'économie stratégique du combat, il fallait établir que les chefs locaux contrôlaient la tactique et les techniques d'attaques (les bras recouverts d'incisions et de feuilles, portant des amulettes données par le féticheur « chargé de front », munis d'arcs, de flèches et de machettes ou de lances, mais aussi d'armes automatiques livrées par l'APC, et acceptées).

15. Le Rassemblement congolais pour la démocratie/Kisangi, Mouvement de Libération (RDC-K/ML) et l'Armée populaire congolaise (APC). Avant d'être divisé en RCD-ML et RCD-Goma, le RCD était un mouvement de rébellion pro-ougandais et rwandais qui s'était opposé à la perte d'influence des militaires rwandais et ougandais dans l'armée et le gouvernement de Kabila, et avait occupé l'est du Congo à l'aide de l'armée ougandaise. Cette coalition s'était ensuite scindée en deux mouvements — l'un pro-Rwanda (RCD-Goma) et l'autre, pro-ougandais (RCD-K/ML) — et s'étaient même affrontés à l'arme lourde à Kisangani en août 1999 et en mai 2000. Chacun de ces groupes s'alliait à un groupe local, en Ituri et aux Kivus, (selon leur affiliations aux camps pro- ou anti-rwandais) et changeaient d'alliances. Kinshasa s'allia, elle aussi, avec l'un ou l'autre de ces États et de ces ethnies, pendant ces années 2000. C'est donc le RCD-K/ML (K pour « Kisangani », ML pour « Mouvement de Libération ») qui dirigeait l'Ituri, avec l'Ouganda, d'août 1998 à juin 2003, date à laquelle l'Ouganda se retira. Par ailleurs, le RCD-K/ML, renommé et repris par Mbusa Nyamwesi après avoir été dirigé par Wamba dia Wamba, ainsi que le RCD-Goma ne cessèrent de se segmenter et de s'opposer dans une guerre des chefs (et de leurs hommes). En octobre 2002, et pour un court moment, les hommes du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba s'allièrent au RCD-K/ML.

Face à ces allégations de l'accusation, G. Katanga expliqua n'avoir reconnu d'autorité (« le vrai pouvoir ») qu'aux prophètes et féticheurs, Kakado et Kasaki, qui d'ailleurs lui avaient interdit d'aller à Bogoro le jour de l'attaque, jour impropre, on le verra, choisi par le commandement de l'APC, mais révoqué, on le verra, par le féticheur. Il expliqua que la nature de son lien hiérarchique avec les officiers de l'APC était relative, subalterne et purement circonstancielle dans un discours désabusé sur « la monnaie de singe » avec laquelle, déclara-t-il, ses alliances avec plus grand que lui, avec le gouvernement central, avaient été payées (y compris son envoi à La Haye)¹⁶, lors de ses tentatives d'agir en « *broker* » (« courtier ») alors que le prix désiré avait été son intégration avec un grade, et celle de ses hommes, dans l'armée régulière du Congo RDC. À la barre, son récit de soi mettra en avant une ligne de conduite de sa vie combattante sous l'unique directive des fétiches d'un maître féticheur, ex-combattant du droit des Lendu et des Ngiti, ces fétiches étant considérés comme les seuls représentants loyaux et clairvoyants des intérêts de son groupe. Pour ce faire, G. Katanga s'attachera à opérer un travail de distinction, face à la Cour, entre les « militaires » de l'APC et les « combattants » locaux, et plus généralement, à réfléchir sur le statut des alliances politiques en RDC, en bref, sur le statut du politique. Simple ligne de défense dira l'accusation. Les hommes de sa troupe, quant à eux, souvent de très jeunes combattants, décriront l'aide que les fétiches leur apportaient au combat, à leurs combats longtemps asymétriques contre l'Ouganda et les Hema coalisés. C'est cette multiplicité des sources de l'autorité et de pouvoir, cette distinction entre « militaires » et « combattants », avec des fétiches à la clé, que la Cour essaya de démêler au fil des dépositions orales où l'accusation et la défense s'opposaient sur cet argument précis. Nous mettrons donc l'accent sur les nombreux moments au cours desquels il est fait référence à des fétiches, saisis ici sous leurs deux occurrences : tels qu'ils apparaissent dans les descriptions de récits de combats fournies par des miliciens ou par leurs victimes lors de leurs témoignages, et tels qu'ils apparaissent dans le cours des interactions, ayant lieu dans le prétoire, entre ces témoins et la Cour. Cet article se limitera donc à essayer de montrer ce que les fétiches disent, à l'occasion contrainte du prétoire, de l'expérience du politique des combattants de groupes rebelles d'allure *maï maï* et de leurs chefs locaux, en situation de conflits armés internes internationalisés et de guerre économique.

16. G. Katanga et M. Ngudjolo ont l'un et l'autre fait l'objet d'une « procédure de renvoi » à la Cour par le gouvernement du Congo RDC (gouvernement de J. Kabila), l'un des modes de saisine de la CPI.

Le conflit

Le procès que nous avons retenu ici porte sur l'un des épisodes de la Deuxième Guerre du Congo (RDC) : l'attaque par une coalition de milices armées locales lendu et ngiti, en février 2003, du village de Bogoro en Ituri, province qui jouxte au sud le Nord Kivu, laquelle province est incluse, *via* la région de Béné, dans l'activité de ces groupes armés. Elle prend place dans une série d'attaques thématiques par ses *leaders* et idéologues locaux dont certains témoignent comme opposant « de longue date » des intérêts fonciers. Ce qui est bien le cas (Lobho 1971). Mais ces revendications territoriales et foncières se disent dans des termes violemment racialisés¹⁷ où l'on reconnaît les catégories d'oppositions analysées par J.-P. Chrétien et M. Kabanda (2000, 2013) pour toute la région des Grands Lacs dont ressortit l'est du Congo. Des *memoranda* lendu ou hema adressés au gouvernement, accusant l'autre ethnie de génocide, sont nombreux, stéréotypés, et déploient en défense des généalogies d'ascendance et preuves d'autochtonie afin de dénoncer les autres en tant que « non-originaux »¹⁸. L'emploi local, dans la bouche des témoins, de ces termes et catégories, est d'ailleurs profondément lié aux conséquences régionales du génocide rwandais, comme à l'erratique politique des nationalités depuis (au moins) Mobutu dans l'est du Congo à l'égard des rwandophones¹⁹. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas présents en Ituri, mais dans les Kivu voisins, et pourtant les Hema leur

-
17. Par exemple, Germain Katanga s'exprime ainsi : « Donc, notre communauté vit grâce à lui, parce que c'est lui qui nous protège, grâce à son armée, l'APC. Pourquoi je dis que c'est lui [Mbusa Nyamwesi] qui était le parapluie. Il se disait que si l'APC ne reste pas chez nous, l'UPC, *qui est identifiée comme la force hema tutsi*, va nous envahir et va prendre notre terre. [...] Le conflit aussi entre les RCD/K-ML et l'UPC, donc, quand ils ont épinglé en disant que l'UPC c'était un parti hema, cela était [...] il rapprochait la rébellion de l'UPC à celui des rwandophones du Nord-Kivu, en déduisant que les rwandophones qui viennent de Goma, en attaquant le grand Nord, vont... leur objectif est de se rallier avec l'UPC qui aussi, dans leur côté, sont les pro-Rwandais. Donc, ils qualifiaient ça qu'après la conquête, après le balayage des Nande, *après le balayage des Lendu, ils vont installer ce qu'on appelle l'empire Hima-Tutsi* » (Audience du 4 octobre 2001, T-316, p. 64, nos italiques).
 18. C'est le cas, par exemple, du mémorandum présenté à une délégation gouvernementale officielle à Bunia, le 6 juillet 2002 au nom « des communautés hema de Djugu et d'Irumu » lequel commence ainsi : « Les tribus de l'Ituri sont de souche soit bantoue, soit nilotique, soudanaise, soit pygmoïde. [...] les Hema de l'Ituri, répartis dans le territoire de Djugu et d'Irumu, sont les habitants les plus anciens de la rive gauche du Lac Albert. » Le texte explique ensuite qui sont « les non-originaux ». Les mémorandums lendu sont de la même veine. Voir aussi dans la littérature sur l'autochtonie, BAYART & GESCHIERE (2001).
 19. Concernant la politique envers les « rwandophones » de RDC, voir MATTHIEU & MAFIKIRI TSONGO (1965), BANÉGAS & JEWISIEWICKI (2001), VLASSENROOT, MESSIAINT & RICHARDS (2002), DOLAN (2010), AUTESSERRE (2012), BAZENGUISA GANGA & MAKKI (2012).

sont assimilés à travers un certain nombre d'accusations récurrentes (« ils sont pasteurs de grands troupeaux, veulent et volent des terres... ») portées par les discours de certaines élites qui circulent dans plusieurs espaces congolais et nourrissent les programmes de revendications identitaires.

Les collectifs et leurs noms dans les échiquiers de la guerre

On assiste en Ituri à un emboîtement de conflits²⁰, de tailles de conflits, et de causes, générant une inflation de collectifs, de discours justificatifs, et de sigles pour représenter les différents intérêts en présence. C'est sans doute la théorie des ensembles et son imagerie qui convient le mieux pour représenter cette forme de l'hyper-politique, avec ses schémas montrant des jeux d'inclusions, de recouvrements, d'exclusions, disjonctions, séparations. Il s'agit de rendre compte, enfin, de la vertigineuse labilité des factions, des retournements d'alliances, ruptures, reconfigurations d'alliances, et des renégociations de ces formes, jusqu'à la figure du « renversement », au temps T1.

À l'époque des faits pertinents (1998-2004, et surtout 2001-2003) et à l'échelle de l'Ituri, plusieurs éléments politiques majeurs vont dresser les enjeux politiques de cette séquence du conflit dont l'attaque de Bogoro n'est qu'une occurrence parmi des dizaines d'attaques et contre-attaques de villages et bourgades. L'occupation de l'Ituri par l'armée ougandaise à l'issue d'une longue série d'affrontements politiques avec le pouvoir central²¹, débouche sur l'alliance de cette armée d'occupation avec les Hema dont elle défend les concessions foncières contre les attaques lendu. Les Lendu, quant à eux, considèrent ces attaques comme défensives et légitimes, ayant été expropriés de leurs terres par manque de capacités d'accès aux nouveaux titres de propriété non fondés sur la coutume. Les uns et les autres s'organisèrent : mise en œuvre d'un groupe politico-militaire soutenu par l'Ouganda, (l'UPC) pour les Hema, et milices d'auto-défense pour les Lendu et leurs alliés, les

20. Voir aussi à ce sujet, VLASSENROOT & RAEYMAEKERS (2003), CUVELIER & MARYSSE (2004), BRAECKMAN & VIRCOULON (2005), PRUNIER (2008), FAHEY (2013).

21. Les troupes de l'UPDF (*Uganda Peoples Defence Forces*, l'armée d'Ouganda) entrent en Ituri à la mi-août 1998 et prennent rapidement le contrôle du district sans rencontrer trop de résistance. Ces troupes ont à leur tête le général UPDF James Kazini. Comme le reste de la Province Orientale, l'Ituri est placée sous le contrôle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Quand le mouvement se divise en deux branches, l'une pro-rwandaise (RCD-Goma) et l'autre pro-ougandaise (RCD-K/ML), dirigée depuis la ville de Kisangani, l'Ituri est placée dans la zone de contrôle du RCD-K/ML et Mbusa Nyamwesi s'installe à Bunia. En juillet 1999 (sous le nom de Kibali-Ituri), le général Kizani fait de l'Ituri, qui était auparavant un simple district parmi d'autres de la Province Orientale (la grande province nord-est de la RDC avant 2015), une province à elle seule.

Ngiti (Lendu du Sud), qui s'organiseront plus tard eux aussi, en groupes politico-militaires (FRPI et FNI)²².

La chronologie locale des attaques de village, des quartiers de bourgades, et de prises/reprises de contrôle de fractions de territoires en Ituri, notamment dans les collectivités d'Irumu et de Walendu Bindi au centre et au sud de la province, montre l'intensité, la fréquence, et la répétition constante des combats dans la région entre 1999 et 2004. Village après village, récolte après récolte, tout a été incendié, pillé et les tueries se sont enchaînées, à l'arme automatique comme à l'arme blanche (découpe des corps)²³. Le territoire, où l'on ne circule plus qu'à hauts risques, est devenu une peau de léopard où s'enchevêtrent des groupements protégés par leurs milices d'auto-défense inter-hostiles. Beaucoup sont enclavés, encerclés, situation qui rend les plus simples déplacements et activités d'échanges, comme le petit commerce au marché, impossibles pour les habitants de certains villages. C'est donc dans un contexte de « guerre inter-ethnique » (gardons pour l'instant cette expression) que la description de l'utilisation des fétiches est mentionnée de façon répétitive et insistante par les témoins qui ont participé aux combats, quel que soit leur âge.

La formation milicienne maï maï de Germain Katanga

D'emblée, Germain Katanga²⁴ expliqua aux juges que, dès son arrivée en octobre 1998 dans le village de son père²⁵ à Aveba, territoire d'Irumu²⁶ dans

22. L'UPC est l'Union des patriotes congolais ; FRPI est l'acronyme pour la Force de résistance patriotique de l'Ituri ; FNI est celui du Front des nationalistes et des intégrationnistes.

23. « R. Lorsque je prenais la fuite, en toute vérité, j'ai vu les personnes venir qui étaient en train d'égorger les autres personnes à l'aide de machettes. Il y avait ceux-là qui étaient égorgés. D'autres recevaient des balles. D'autres ont pris la fuite sous des « bananières ». J'ai même vu ma sœur, elle a fui sous les arbres. J'ai vu de mes yeux des personnes en train d'être découpées. J'ai vu cela de mes propres yeux. J'ai vu la chair humaine » (transcrit de l'audience du 19 mai 2010, Témoin 132, T-138, p. 79).

24. G. Katanga avait pour surnom intime, familial, donné par son grand-père maternel le nom de Simba, en hommage à l'implication du père de ce grand-père, en 1964, dans sa région du Haut-Ituri, dans la rébellion muleliste des Simba. Ce fut aussi le surnom qu'il reprit comme chef de milice.

25. G. Katanga avait été enlevé à sa mère, une religieuse, à sa naissance et élevé dans une autre région d'Ituri, en zone forestière, chez son oncle maternel. À la mort de celui-ci, un militaire des Forces armées zaïroises (FAZ) tué par les forces kabilistes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), G. Katanga se mit à la recherche de son père, dans le village duquel il s'installa, Aveba, et où il devint combattant de la milice d'auto-défense locale.

26. Le territoire est une entité administrative. Il fait partie d'un district, qui comprend plusieurs « territoires ». Le district fait lui-même partie d'une « province ». Le territoire est

la collectivité de Walendu-Bindi, il se plaça sous le patronage et l'autorité du féticheur Kasaki. Ce dernier était l'émule du grand féticheur et prophète Bernard Kakado Bayonga lequel était toujours très influent dans toute la région et connu sous le titre de « prophète des Lendu »²⁷. Mais il était très âgé, et Kasaki était en passe de devenir son successeur. La collectivité de Walendu Bindi était entourée de communautés hema et l'armée ougandaise occupait la région depuis août 1998, région qu'elle ne quitta qu'au milieu de 2002²⁸. Il était très difficile de circuler dans ce territoire quand on était ngiti ou lendu. Germain entra donc rapidement « dans le système Kasaki », c'est-à-dire dans la résistance de type *maï maï* contre l'armée ougandaise et ses alliés, les milices hema et, plus tard, à partir de 2001, contre leur parti politico-militaire, l'UPC, dont les camps essaïmaient la région²⁹. Il avait vingt ans.

Germain vivait et contribuait à faire vivre la famille³⁰ avec des activités de chasse illégale en forêt, la grande forêt profonde d'Ituri³¹. Il pratiquait la chasse aux éléphants de forêt et le trafic de l'ivoire et des peaux d'okapi. Kasaki, maître du marché de ce commerce à Nyabiri, l'aidait de ses réseaux et de ses fétiches « pour le succès à la chasse ». Les attaques et escarmouches constantes de l'armée ougandaise, les tueries et l'expulsion massive et violente des Lendu et Ngiti du bourg voisin de Nyankunde, où Germain et une partie

découpé en « collectivités » et « groupements », groupes de villages administrés par un chef coutumier.

27. À propos du prophétisme et sorcellerie, voir DOZON (1974), GRUÉNAIS, MOUANDA MBAMBI & TONDA (1995), FANCELLO (2008), MARY (2009), EGGERS & BOTIVEAU (2012).
28. L'armée ougandaise se retira à la suite d'une série d'accords de paix, laissant place à un nouveau gouverneur, Lomondo, plus favorable aux Lendu, après la nomination par l'armée ougandaise des gouverneurs favorables aux Hema, comme Adèle Lotsove qui, à l'instigation du général ougandais Kazini, avait donné un autre nom à l'Ituri (Ituri-Kabali) et avait promulgué province ce district. Ce nom avait d'ailleurs déjà été attribué à la région en 1962 (THIRY 2004). Cette situation fit entrer en rébellion certains groupes armés hema, qui ne se sentaient plus protégés, et conduisit à la formation d'un parti hema, l'UPC, dont Bosco N'taganda, futur chef de M23 au Kivu, sera l'un des cadres militaires dirigeants.
29. Sur la carrière combattante de G. Katanga, voir CLAVERIE (2015).
30. Le père, un infirmier, avait quinze enfants, plusieurs épouses et leurs frères et sœurs mariés vivaient dans la même collectivité.
31. Interrogé par son avocat, David Hooper, membre du barreau de Londres, G. Katanga explique ceci dans sa déposition : « Pour être franc devant les juges, je vous dirai ceci : Monsieur David, la famille était grande, très grande. La vie était difficile. Il fallait se débrouiller. J'ai cherché tous les moyens pour me débrouiller. J'allais chasser. On allait à la chasse. Q. Et qu'avez-vous chassé ? R. On chassait les éléphants illégalement. Q. Et quel était votre objectif ? En chassant ces éléphants, quel était le but ? R. David, la défense, la défense d'éléphant, c'est de l'argent. Ça coûte. C'est pour cela qu'on abattait les éléphants. Vous abattez aussi les okapis. La peau d'okapi vous produit directement de l'argent. C'est même 500 dollars, la peau d'okapi » (Procès de Germain Katanga, audience du 29 septembre 2011, T-315, p. 21).

de sa famille résidaient et avaient une maison, début août 2001, l'engagèrent à « entrer dans le combattantisme », dans le groupe d'auto-défense d'Aveba où toute la famille et beaucoup d'autres reflurent. Germain décrit ainsi la puissance de Kasaki :

R. David, Kasaki, dans notre collectivité, après Kabayonga Kakado Bernard, c'est lui. Chef Akobi, c'est rien face à Kasaki.

Q. Monsieur Katanga, il est clair que Kasaki et Kakado ne sont pas des militaires, n'est-ce pas ?

R. Monsieur le Procureur, ils n'étaient pas des militaires mais ils étaient tout puissants, tout puissants. Même quand vous mettez le canon sur la poitrine de Kakado, il vous demande de tirer. Président, c'est un phénomène, c'est un phénomène, qui quand on vous raconte ça ici, vous croyez que c'est une histoire que les gens ont inventée. Ces gens là, ils étaient des tout puissants, c'étaient vraiment des tout puissants. Quelqu'un qui vous dit « Faites ceci ; si vous n'obéissez pas, vous allez payer le prix » et ça se fait. Je ne pouvais pas passer au-dessus de Kasaki, passer au-dessus de Kakado. Non, ils étaient au top, au top. Même Akobi... Akobi ne pouvait rien devant Kakado, devant Kasaki aussi³².

À l'arrivée des Ougandais, Kasaki avait pris le titre de « chargé de front »³³, très présent dans le camp militaire d'Aveba et y exerçant une autorité, accompagnant les hommes pendant les préparatifs du combat, les encourageant, choisissant, à l'aide de « test » décrits par les témoins, qui pouvait ou non s'engager ce jour-là. Mais souvent encore, « les médicaments » étaient préparés par Kakado³⁴ et distribués par Kasaki aux combattants. Cette compétence

32. Témoignage de Germain Katanga, T-322, transcrit de l'audience du 28 septembre 2011, p. 16.

33. « Et rappelez-nous à nouveau ce que fait un chargé de front. C'est quoi, ça, un chargé de front ? R. Chargé, chargé de front, comme nous les écoutons là-bas, c'est ceux qui... ils se faisaient appeler tout simplement chez nous, dans notre contexte, "elle" devrait accompagner les gens, les combattants pour le front, soit s'il y a attaque à tel lieu, il va réunir les éléments, donc, rassembler les feuilles, faire "tous" [sic] les démarches possibles pour que les combattants aillent là-bas, ne meurent pas, donc pour leur donner de l'invulnérabilité » (Procès de Germain Katanga, Témoin Katanga, transcrit de l'audience du 14 octobre 2011, T-323, p. 44).

34. Bernard Kakado a été arrêté en 2007, détenu dans un cachot du bureau de la zone opérationnelle des FARDC de Bunia (l'armée gouvernementale), et jugé deux ans et cinq mois plus tard, âgé de 86 ans, au tribunal militaire de garnison de Bunia, chef-lieu de l'Ituri, pour des charges de crimes de guerre commis dans le territoire d'Irumu, notamment à Nyankunde dans l'attaque du 5 septembre 2002 (massacres et pillages de l'hôpital). Son procès débuta le 21 janvier 2010. Le Procureur prononça publiquement le nom de chacune de ses 900 victimes. Les charges retenues contre lui étaient : les viols, le pillage et le cannibalisme. B. Kakado fit appel devant la Cour militaire de la Province Orientale. Il mourut en détention en 2013, et G. Katanga annonça sa mort au prétoire, à la CPI. Le

était inscrite dans le répertoire d'action « *maï maï* » (Van Acker, Vlassenroot & Marchal 2001) d'accompagnement et de protection des guerriers et des chasseurs, mais n'était réputée efficace qu'au sein de la stricte communauté des Ngiti (les Lendu du Sud). Les alliés locaux lendu, comme N'gudjolo dans le village voisin de déplacés, avaient leurs propres rituels de protection. C'est que pour ces deux ensembles de milices, il fallait compenser la dissymétrie des forces face à l'ennemi. Jusqu'en 2002, les milices lendu et ngiti se battirent avec des arcs, des flèches et des machettes³⁵, tandis que l'armée ougandaise utilisait des armes lourdes et des armes automatiques. Alors, l'essentiel de l'armement provenait, insistent les témoins, de la protection apportée aux guerriers par Kasaki et Kakado : des herbes protectrices, mais aussi des onguents, donnés lors de cérémonies, protections très puissantes, à la condition expresse de respecter certains interdits. En plus des herbes qui ceignaient le corps, il fallait s'enduire d'un onguent composé d'huile mêlée à des substances d'arbres et à des peaux d'animaux sauvages³⁶. Les cris et chants faisaient aussi partie de l'arsenal du combat. Des témoins³⁷ ayant été les victimes des attaques ngiti et lendu ont témoigné au procès du fait que les guerriers ngiti poussaient le cri « *maï maï* », lors de leurs attaques, au milieu d'autres chants, souvent des chants à teneur eschatologique (« sortie d'Égypte, retour à Sion ») d'une des églises évangéliques locales à laquelle appartenait le père de Germain Katanga, comme d'ailleurs, Bernard Kakado. Les interdits énoncés par Kazaki ou par les « vieux sages » — le viol, le pillage — s'ils contraignent les combattants, reçoivent néanmoins quelques aménagements, pour ne parler que du pillage, comme ici devant son avocat londonien, David Hooper : « R. Premièrement, Monsieur David, ce que je vais vous dire, est qu'on nous demande de laisser la population, de les laisser. Mais, comme

résumé des minutes de son procès est publié par l'ONG « Avocats sans Frontières » (ASF 2013).

35. De très nombreux témoignages l'attestent, comme ici : « R. Comme d'habitude, chez nous, les combattants sont plus majoritairement porteurs des armes traditionnelles, et ils ne manquaient pas de quelques AK 47 là dedans. Ils pouvaient toujours se trouver. Q. Et pourriez-vous nous dire en quoi consistaient ces armes traditionnelles, s'il vous plaît ? R. D'abord... d'abord, je vous dirais que la première arme qu'on dit chez nous, ce n'est pas une arme, ça, c'est l'outil de travail, donc la machette, ça, c'est l'outil de travail. La lance, on peut dire peut être ça, l'outil... arme blanche, et les flèches, et l'arc ».
36. Procès de Germain Katanga, Témoin P279, transcrit de l'audience du 20 mai 2010, T-144, p. 48.
37. « Ils criaient "*Maï ! Maï !*" (*Phon.*), ce qui signifiait qu'ils ne pouvaient pas être atteints par les balles » (Procès de Germain Katanga, Témoin 233, chef hema du groupement de Bogoro qui décrit une attaque antérieure le 14 août 2001, T-87, transcrit de l'audience du 30 novembre 2009, p. 20).

nous n'avons pas de salaire, alors imaginez vous, quand vous trouvez quelque chose, vous en accaparez »³⁸.

En matière de conduite de la guerre, il indique à la Cour qu'il se plie, comme tous les membres de sa milice, aux prescriptions de Kakado, à savoir aux Dix Commandements de la Bible : « Non, il faut vous priver de femme, il ne faut pas voler, il ne faut pas faire ceci, il ne faut pas faire cela. Donc, tout cela dans le cadre des dix commandements qu'a établis Moïse ». Et il ajoute mélancoliquement : « On ne suivait que la Bible, les dix commandements de la Bible. Il ne faut pas tuer, il ne faut pas faire ceci, ainsi de suite. Mais à la guerre, on part à la guerre ; on va tuer l'ennemi. C'est ça »³⁹.

La réussite guerrière, l'agrandissement politique

Ce beau système se troubla quand, remarqué pour ses qualités guerrières et pour ses qualités de *broker*, Katanga fut appelé en novembre et décembre 2002 à une éminente réunion à Beni, au Nord Kivu, comme chef de la délégation des groupes armés lendu et ngiti de deux des territoires du sud et centre de l'Ituri. Ceci, en vue des opérations de reprise de contrôle de l'Ituri par le gouvernement central des mains de l'UPC qui dominait, à ce moment-là, ce territoire et ces ressources⁴⁰ et, à cette fin, la préparation de l'attaque de Bogoro. À cette délégation s'ajoutait un groupe de notables, et tous partirent à pied d'Aveba pour un voyage qui dura trois jours, en partie à travers la forêt pour avancer cachés. À Beni, ils furent reçus par les chefs du RCD/K-ML, notamment par Mbusa Nyamwesi et Wamba dia Wamba⁴¹, ainsi que par les officiers de sa branche armée, l'APC⁴², qui après avoir été les grands opposants de Kabila fils en 1998, étaient désormais devenus ses alliés. Ils rencontrèrent aussi et surtout, des officiers de la maison militaire du président Joseph Kabila,

38. Procès de Germain Katanga, Témoignage de l'accusé, Germain Katanga, T-316, transcrit de l'audience du 4 octobre 2011, p. 40.

39. *Ibid.*, p. 41.

40. Germain Katanga lors d'une de ses audiences à titre de témoin constate : « [...] mais en général, le problème, c'était le fait que ce sont eux qui avaient tous les matériels, donc la logistique de toutes les opérations était entre les mains de l'EMOI, que ça soit les munitions, les médicaments, les armes, les directives, parce que ce sont eux qui étaient comme des académiciens, donc ceux qui ont fait de l'académie militaire, ils étaient là pour ça, ils étaient des experts de l'armée congolaise » (Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 13 octobre 2011, p. 7).

41. Wamba dia Wamba et Mbusa Nyamwesi étaient les membres fondateurs du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Ils prirent ensuite la tête du RCD-K/ML à Kisangani, puis à Bunia.

42. L'Armée du peuple congolais (APC) était l'aile militaire du RCD-K/ML.

l'EMOI⁴³, et par des politiciens en vue, spécialement venus de Kinshasa. Les qualités de *broker* de Germain Katanga provenaient de son éducation militaire dans la famille de son oncle maternel, militaire dans l'armée de Mobutu, sa connaissance du lingala et du swahili, que la plupart des villageois ngiti et lendu ne parlaient pas, sur sa connaissance des réseaux de contrebande et de chasse illégale, toutes choses qui lui permettaient d'élargir ses réseaux au-delà des enjeux strictement locaux. Il avait en effet réussi, lui le semi-étranger, à devenir l'un des gardes du corps de Kasaki, et à coordonner en trois ans les milices lendu et ngiti du Territoire d'Irumu et du Territoire de Djugu. C'est lors de cette réunion de Beni, en novembre 2002, trois mois avant l'attaque de Bogoro, qu'on l'avisa qu'il n'était désormais plus simplement un paysan, un chef de milice local, mais un membre du parti politique FRPI⁴⁴.

Q. Comment interprétiez-vous la situation ?

R. Pour nous, les combattants, c'était très bien d'être appelé sous un nom. Comme ce nom FRPI, on l'a entendu, que ça nous représentait, nous nous sommes accaparés de ce nom. Nous nous sommes accaparés de ce nom pour dire que « bon, à partir de maintenant, on s'appelle FRPI, c'est comme ça [...] On nous appelait avant les « cultivateurs » ; ça a changé, c'est devenu « l'autodéfense », et après ça « combattants », on a récupéré un nom qui s'appelait « les FRPI ». Nous l'avons récupéré, Monsieur le Président⁴⁵.

Problèmes d'alliances : gains, pertes, défiance

Les autorités annoncèrent à Germain Katanga qu'il avait été choisi pour coordonner les diverses milices de combattants locaux et favoriser leurs liens opérationnels avec les militaires de l'APC et leurs commandants, dans une délicate entreprise de resubordination militaire, puisque ceux-ci allaient s'établir dans les camps des combattants locaux. Avant cette alliance officielle contre les Hema et l'UPC, ils avaient souvent combattu ensemble. Depuis des années, bien des chefs de villages lendu avaient fait l'expérience d'avoir accepté, pour leur défense contre les attaques hema, la présence de militaires de l'APC. Mais ils s'étaient vite aperçus que cette présence attisait les attaques, qu'il fallait nourrir et loger ces soldats alors qu'on manquait cruellement de nourriture,

43. L'État-major opérationnel intégré (l'Émoi ou EMOI) fut dirigé par les forces des officiers de l'armée régulière et rassemblait les officiers supérieurs de la Maison militaire de Joseph Kabila.

44. La Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) avait produit un manifeste en janvier 2003 : « Manifeste de la Résistance ». Voir aussi Tamm (2013).

45. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 5 octobre 2011-T-317, Témoin P-0300, p. 20.

et, que ces derniers s'enfuyaient trop souvent à l'arrivée des Hema. Pendant quelques temps, quelques semaines, Katanga dans son récit des faits, ne parle plus de Kasaki/Kakado, se confiant à d'autres forces. Les officiers supérieurs de l'APC, eux-mêmes sous le contrôle de l'EMOI, étaient désormais les supérieurs hiérarchiques et alliés de Katanga. Ils apportèrent des armes lourdes, des armes automatiques et des munitions, qui furent livrées en décembre, avec des instructeurs, par avion sur le petit aéroport d'Aveba et stockées dans un lieu possédé par Germain dans son « camp militaire ». L'épisode de Beni fut d'abord pour Katanga l'ouverture vers une expérience du politique, un élargissement de ses vues, d'autant qu'il sera ensuite, à plusieurs reprises, appelé à négocier la fin des activités de contrebande sur le Lac Albert (qui sépare l'Ituri de l'Ouganda) par le président Museveni, à Kamplala. Non seulement il fut reçu par le Président, mais il fut aussi invité à paraître au Comité de coordination des Groupes Armés de RDC, lors de la mise en œuvre d'accords de cessez-le-feu. Mais cet équilibre ne dura pas, la question des seuils, des gains, des tailles, des « retours sur investissement », du degré de confiance à accorder, et pour combien de temps, se posait sans cesse.

En effet, expliqua Katanga à la Cour, coordonner les militaires de l'APC et les milices locales n'était pas simple, et coordonner entre elles les milices locales⁴⁶ ne l'était pas non plus. Les chefs des groupes alentours, Yuda, Dark, Move, Kute, Kandro, étaient en compétition, jaloux d'autorité sur leurs territoires et intransigeants sur leurs activités de coupeurs de routes, ou de racket des creuseurs de mines. Par exemple, la réponse de Germain Katanga à cette question du Procureur sur d'autres chefs locaux :

Q. Quel rapport entreteniez-vous avec Yuda et quel pouvoir de commandement aviez-vous sur lui, si tant est que vous ayez eu de pouvoir sur lui ?

R. Pour parler de pouvoir, là, disons, on ne doit rien parler du pouvoir parce qu'il était là, *full* de lui-même. Donc, il était au top de lui-même⁴⁷.

Et question suivante :

Q. Et Cobra Matata, à Bavi — Bavi Olongb —, oui, vous dites que oui ? Était-il sous vos ordres ?

R. Absolument non. Cobra cherchait même à me tuer aussi.

46. Les milices sont souvent organisées à cette époque en groupes de douze hommes, avec un chef à leur tête. Un peloton coordonnait trois milices. Mais Yuda, par exemple, ou Kandro étaient à la tête de 300 hommes. Ces formes variaient, semble-t-il, selon les attaques et les périodes du conflit.

47. Procès de Germain Katanga, audience du 5 octobre 2010, T-317, Témoignage de G. Katanga, p. 31.

Ce même Cobra avait fait tuer un des principaux chefs de la région, Kandro, estimant qu'il ne redistribuait pas assez les biens obtenus après qu'ils eurent ensemble pillé et massacré les Hema et Bira à Nyankunde en septembre 2002. Seul Kasaki, et plus encore Kakado — insiste à nouveau Katanga dès février 2003 — avaient le pouvoir de rassembler les chefs locaux et de faire cesser leurs constantes discordes. C'est d'ailleurs au cours de cérémonies prophétiques (en vue du « jour du changement ») que Kakado avait distribué grades et titres à ces différents chefs, comme il l'avait fait dans une grande cérémonie rassemblant tous les combattants à Tchey le 3 mars 2003 (3.3.3), date relevée par lui comme de nature apocalyptique à cause de son rapport mathématique avec le 6.6.6, date apocalyptique⁴⁸.

Katanga précisa enfin devant la Cour que, malgré son obédience tactique à ce dispositif politique de haut rang, restait que ni lui ni ses milices ne pouvaient songer partir au combat, ni en décider la date, sans en référer à Kakado, sans assister aux cérémonies traditionnelles organisées soit par ce dernier, soit par Kasaki. Bref, Germain Katanga affirmait n'obéir vraiment qu'à Kasaki/Kakado, son seul vrai chef hiérarchique.

Bogoro, le 10 février, l'échec, les morts abandonnés

Et ceci s'était révélé à la suite de l'échec de la première opération conjointe de reconnaissance à Bogoro, le 10 février 2003, pour préparer l'attaque future. Ce jour-là, sous la direction d'un officier de l'APC, le groupe de Katanga, désormais bien armé grâce aux livraisons de l'APC et de l'EMOI, connaît des pertes : plus d'une dizaine de corps de combattants ngiti sont laissés à Bogoro, aux mains de l'ennemi. Les assaillants doivent reculer et s'enfuir. Quand ensuite, le même officier de l'APC, fixa, pour l'attaque majeure de Bogoro, la date 23 février, Kasaki, reprenant la main, intervint immédiatement, demandant aux combattants d'Aveba et à leur chef, Germain Katanga, de ne pas souscrire à cette date. Il était impossible, disait-il, de retourner se battre à Bogoro, sans avoir au préalable, à défaut de pouvoir récupérer et enterrer les corps, accompli certains rituels. Il fallait impérativement empêcher que les esprits de ces morts, par vengeance, ne donnent aux ennemis, les secrets de la puissance militaire ngiti. Et cette préparation demandait du temps.

Entendant ce récit, le Procureur, craignant que ne s'installe là les arguments d'une défense d'alibi (je n'étais pas à Bogoro, car Kasaki l'avait interdit), rétorque alors à Katanga que ce commandant, Blaise Koka, quoique officier de l'APC, était lui-même un Ngiti. Qu'il était l'officier chargé de l'attaque du

48. Sur les cérémonies de Tchey, voir CLAVERIE (2015).

23 février à Bogoro. Et qu'on avait pu prouver qu'il avait bel et bien conduit cette attaque. N'était-il pas lui aussi, comme Ngiti, soumis aux interdits de Kasaki ? Katanga répliqua que tout ceci était très simple à comprendre : Blaise Koka était devenu un officier professionnel, il avait fait l'académie militaire, et n'était donc désormais plus lié par le même système hiérarchique, ni par le même *ethos*, ni par les mêmes priorités que lui, un chef rebelle luttant dans une milice *maï maï*. Blaise Koka avait choisi la hiérarchie militaire, l'ordre militaire et sa discipline, Katanga quant à lui avait choisi de reconnaître la hiérarchie des combattants *maï maï* et leurs systèmes de forces et d'organisation. Cela n'avait rien à voir. Blaise Koka n'avait pas à se soumettre aux fétiches ni à Kasaki, mais aux décisions de l'armée et à ses ordres quant aux dates et équipements de bataille, lui, non. Eux, les combattants ngiti du groupe d'auto-défense, devaient impérativement attendre que Kasaki ait le temps de confectionner son produit avant de décider une date pour l'attaque de Bogoro. Puis Katanga reprit :

Si vous aviez eu cette amabilité-là d'entrer dans notre village faire vos investigations concernant cette chose des fétiches, cette chose des *gris-gris*, vous auriez plus de détail, parce que, nous, nous recevions seulement le produit fini, parce qu'avant d'aller faire cette cérémonie il faut qu'il aille dans la forêt chercher les herbes, chercher les arbres, les racines, les écorces, amener ça pour lui permettre d'assaisonner — si je peux utiliser ce terme « d'assaisonner » — son produit fini. Alors, ça lui demandait du temps.

Le Procureur cite alors le nom de combattants ngiti et lendu, dont il est certain qu'ils étaient à Bogoro, le jour du 23 février 2003. Et s'adressant à Katanga :

Q : Nommez-nous donc les personnes, identifiez-nous les personnes qui étaient concernées, qui ne pouvaient pas aller à Bogoro, les personnes d'Aveba. Qui étaient ces personnes qui étaient concernées par les paroles de Kasaki ?

R. Ce sont les combattants locaux, les combattants locaux. Ceux qui avaient des expériences militaires, ceux qui obéissaient les commandements de leur chef militaire ne pouvaient pas obéir ce que Kasaki a dit.

Dans ce mouvement de reprise, Katanga défait les principes d'unité du pacte de coalition, la liaison avec l'APC et avec l'EMOI, un moment considéré par lui comme un gage d'avenir ; à savoir, pour lui et les chefs combattants, l'espoir d'être intégré dans l'armée nationale et d'être convié à participer à des négociations de paix, ce qui fut d'ailleurs le cas, un moment. Il affirma que, s'il avait bien préparé la bataille de Bogoro, il n'y avait pas participé, pour des raisons rituelles infranchissables.

Cet environnement social et politique de l'alliance, de la rupture d'alliance, du fractionnement, dont on ne voit ici qu'une micro-séquence, mais qui se manifeste sans cesse dans le procès, donne peut être des indications sur les ressorts de l'usage des fétiches et des féticheurs par les chefs combattants. Ces indices ne signalent pas simplement une revendication d'autochtonie, mais renvoient plutôt à l'expérience amère d'y être constamment renvoyé. Renvoi constant par les autres, par le pouvoir, par le centre, au *locus* de l'ethnie, du groupement, du *n'druna* que personne ne parle⁴⁹, parce qu'au-delà de cette sphère, on perd tout pouvoir, c'est-à-dire toute protection pérenne, et non passagère et instrumentale. Tandis que les Grands ne rendent pas la monnaie de l'investissement, ni les moyens de leurs forces, l'on s'expose alors démunie, sans forces *ad hoc*, comme dans l'attaque du 10 février, ou comme dans le fait que Kabila, après vous avoir fait colonel quelques semaines, vous envoie à la CPI. Cet usage-là des fétiches peut donc être le signe d'une absolue défiance sociale dès qu'il s'agit de quitter l'univers du proche, lui-même très peu sûr et souvent menaçant. L'agrandissement des alliances, c'est aussi l'agrandissement de ces ennemis que sont au fond, ici, les alliés, alors même qu'on ne connaît pas le principe de leurs forces. C'est là le signe des situations d'anomie de l'est du Congo (RDC). Les alliances d'abord vues par le plus faible comme pourvoyeuses d'opportunités, se dénoncent ensuite comme « instrumentales » et les accords « manipulateurs », une fois déçues les attentes d'avantages personnels ou collectifs.

Ce très jeune milicien, enlevé sur la route par une bande armée de sa propre communauté⁵⁰, fut emmené dans un camp de recrues où il reçut une formation militaire ; maltraité, souvent battu, il s'enfuit. Il entra, comme beaucoup de Lendu et Ngiti, dans une vie de qui-vive, d'alertes, de fuites, de déplacements continuels, de marches en forêt, de peurs. Il faisait partie de ces centaines de Ngiti/Lendu qui avaient été chassés de Nyankunde en janvier 2001 et erraient d'un village à l'autre. Après une période de recherche

49. « R. Oui, comme je vous ai dit que, dans notre collectivité, il y en a peu qui parlent le swahili ; d'abord, un, le swahili seulement, ce que vous appelez ici le swahili. Le kingwana [swahili local] ça ne se dit pas chez nous. Les gens parlent le ndrunga. Donc, parler à une personne étrangère, c'est très difficile. Même les intellectuels ont des difficultés à communiquer. Donc, c'est pour cela. Je suis parti là-bas seulement pour discuter avec le major Hilaire pour la facilité de l'expression, on va parler aisément, sans problème, sans difficulté, on va se comprendre facilement, qu'il parte dans quelles conditions, on va se comprendre » (Procès de Germain Katanga, Témoin Germain Katanga, audience du 4 octobre 2011, T-316, p. 13).

50. Les adolescents et jeunes hommes étaient recherchés par les milices, et celles-ci considéraient que les jeunes avaient à protéger leurs communautés. Que les parents devaient les y inciter, faute de quoi, en cas d'attaques, leurs villages ne seraient pas secourus. Cette version des choses s'accommodait de motifs moins altruistes.

infructueuse des membres de sa famille, il se rendit à Aveba dans le camp militaire de Germain dont il était parent et devint un de ses gardes du corps. Les enquêteurs de la CPI l'avaient approché à sa sortie du centre de démobilisation ; il était très anxieux, apeuré, craignant d'être repris par un chef de milice. Ayant accepté de témoigner, il expliqua à l'audience la composition des attaquants de Bogoro et son sentiment d'avoir été manipulé :

Ce qui est sûr, c'est que Bogoro est tombé. Et ce n'étaient pas les combattants du FRPI seulement qui étaient concernés. Il y avait des combattants du FRPI, ceux du FNI, et ceux de l'APC de Beni. Tous ces combattants ont participé à cette bataille. À ma connaissance, les éléments de l'APC *nous ont manipulés* pour attaquer l'UPC de Bogoro. Comme je l'ai dit, des combattants sont allés s'entretenir entre eux. Je ne sais pas ce qu'ils ont dit, mais à leur retour, nous avons constaté que leur déplacement a porté des fruits, c'est-à-dire que nous avons pu recevoir des munitions. Et il y avait des militaires de l'APC qui sont venus vivre avec nous. Cela pour dire qu'il y a eu une sensibilisation pour mener cette bataille de Bogoro. À un moment, il y a eu une délégation qui est venue de Zombe et elle est arrivée à Aveba. Lorsque cette délégation est arrivée, les responsables de cette délégation et les autres responsables se sont mis d'accord. Cette délégation s'en est allée, puis est revenue encore une fois. Et par la suite, on a décidé d'aller attaquer Bogoro⁵¹.

Les hommes de la troupe

Nombre de témoins, combattants des groupes armés s'expriment au sujet des fétiches, comme ici P52⁵² qui, dans sa description de la préparation de l'attaque de Bogoro, insère comme des moments-clés l'usage des fétiches, qui les distribue, qui les prépare et à quel moment. Expliquant la logistique de l'attaque, il précise : « Mais avant tout cela, les responsables étaient allés voir un de nos vieux, un de nos chefs, le vieux Bayonga (Kakado), qui s'occupait des fétiches. C'est lui-même qui a donné son autorisation avant que nous n'allions au combat [...]. » En décrivant le moment où une partie des troupes coalisées (sauf celles d'Aveba aux dires de Germain Katanga) se rejoignent dans la nuit avant de fondre sur Bogoro au petit matin, P52 reprend :

Lorsque nous nous sommes croisés, nous avons suivi nos... nos rites pour nous protéger, relativement donc aux fétiches dont il est question. Oui, nous avons donc sorti nos fétiches. On nous a fait des incisions sur le corps, on nous a donné à boire, et on nous a donné d'autres produits pour nous donner beaucoup plus de force. Il y a eu une parade. Nawiba a prononcé un discours aux combattants — c'était un discours pour nous encourager —,

51. Procès Katanga, Témoin P52, T-217, transcrit de l'audience du 16 novembre 2010, p. 34-35 (nos italiques).

52. Je donne ici un faux pseudonyme à ce témoin protégé.

et il nous parlait de la bataille. Et les gens étaient contents puisqu'une décision avait été prise ; ils étaient déterminés à gagner cette bataille. Et ils se disaient que s'ils gagnaient, ils allaient piller des biens et occuper l'endroit⁵³.

L'attaque commença vers 5 ou 6 heures du matin.

Nous avons continué les combats pendant une... pendant quelques minutes. Nous avons pris le dessus ; nous avons gagné la bataille, et nous avons pratiqué notre méthode habituelle. Cela veut dire, lorsqu'un Hema arrive chez nous, il n'a pas pitié... il n'a pitié de personne. Il n'a pas pitié des vieilles personnes, d'enfants, de femmes, ainsi de suite. Et nous aussi nous n'avions pas pitié d'eux. Nous avons donc pris le dessus, et nous nous sommes installés, et nous avons donc établi une position sur place⁵⁴.

Un peu plus tard, le Procureur reprend ses questions au témoin quant aux fétiches :

Q. Brièvement, l'incision dans le corps, vous la faisiez avec quoi ; quel objet ? Et que faisiez vous une fois que... suite à cette incision ?

R. On utilisait une lame de rasoir pour pratiquer ces incisions. Et il y avait, par exemple, des produits en poudre. Et on appliquait ce produit, et on n'avait pas le droit de se laver avant que le produit ne puisse s'introduire complètement dans le corps.

Q. Et pourquoi est-ce que vous pratiquiez des incisions, buviez des boissons ; quel était le but donc des fétiches ?

R. Le but était la protection totale de la vie du soldat. C'est-à-dire que même si on était atteints d'une balle, on n'était pas tués. On pouvait tomber, mais on ne mourait pas. Une balle pouvait arriver à un mètre de vous et ne pas vous atteindre. Et on devait cependant suivre l'instruction qui avait été donnée avant de distribuer des produits en poudre. On avait des paroles qu'on devait prononcer, ou alors certains rites qu'on devait observer pour être invulnérables. Il y avait donc des produits en poudre et des breuvages⁵⁵.

Nombre de témoins parlent des interdits sexuels demandés par les fétiches au moment des attaques. Le témoin répond ici au représentant légal des victimes qui l'interroge :

[...] parce que chez nous, on était des rebelles et on faisait pas mal de choses. Et s'agissant du sexe, cela n'était pas autorisé lorsqu'on avait des fétiches. On ne devait pas avoir des rapports sexuels avant d'aller au combat ou pendant le combat, parce que cela était interdit, était contraire à l'usage des fétiches qu'on nous donnait. Et même lorsqu'on

53. Procès Katanga, Témoin P52, T-217, transcrit de l'audience du 16 novembre 2010, p. 36.

54. *Ibid.*, p. 37.

55. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 16 novembre 2010, Témoin P52, T-217, p. 45.

était au village et qu'on violait une femme, alors, c'était, là, violer un interdit du fétiche. Donc, cela ne se passait pas. Il n'avait... il n'y avait pas de violences sexuelles avant ou au cours des combats, parce que nos fétiches ne permettaient pas qu'il y ait des rapports sexuels entre un homme et une femme⁵⁶.

Un autre jeune combattant, enlevé lui aussi, mais relevant du groupe de M. Ngudjolo explique qu'à Zumbe, le camp de Matthieu N'gudjolo, et dans tous les camps alentour, il y avait des laboratoires dans lesquels on fabriquait des fétiches faits de substances d'arbres de la forêt et de peaux d'animaux sauvages. Ces fétiches, selon un autre combattant enlevé, p280, du camp de Zumbe, ont aussi des pouvoirs identificateurs :

[...] Nous entrons en groupe. Nous pouvions être à sept ou à six. Nous encerclons la maison, nous entrons. Nous cassons, nous défonçons la porte et nous entrons.

Q. Et, par la suite, qu'est-ce que vous faisiez ?

R. Après avoir défoncé la porte, nous commençons à tuer. Parfois, nous posons la question si... parfois, nous posons la question de savoir si cette personne est de quel groupe ethnique parce qu'il y avait déjà d'autres groupes ethniques qui vivaient à Bogoro. Nous posions cette question-là. Si la personne vous dit que : « Je suis de telle tribu », et il y a... il y en avait qui nous montraient également leurs papiers d'identité. Et si... moi, il m'est arrivé d'épargner la vie à certaines personnes. Nous avons... nous sommes entrés dans une maison. Nous étions à six. Et nous avons épargné la vie à deux personnes qui étaient d'un autre groupe ethnique. Mais nous avons tué d'autres qui étaient avec eux.

Q. Qu'est-ce qui arrivait, Monsieur le témoin, lorsque la personne vous disait qu'elle était hema ou gegere ? Qu'est-ce qui arrivait avec cette personne ?

R. Nous... Nous connaissions les Hema ou les Gegere. Il était facile de les reconnaître à travers leur visage. Pour les groupes ethniques gegere, nous avions quelques doutes ; mais, pour les Hema, c'était facile de les reconnaître à travers leur physionomie⁵⁷.

Et il ajoute :

Je suis capable de reconnaître un Hema, même si je le croise en cours de route. Il y a une chose qui m'aidait à les reconnaître : j'avais « une » fétiche sur ma main. Je pouvais les reconnaître. J'avais aussi des fétiches dans mon sang, parce qu'on a fait des incisions. Lorsque je le vois, et si je sens mon sang bouillir en moi, alors je reconnais que c'est un Hema. Cela se faisait à partir des fétiches que j'avais⁵⁸.

56. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 17 novembre 2010, Témoin P52, T-218, p. 57.

57. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 15 juin 2010, Tm 280, T-156, p. 42.

58. *Ibid.*, Tm 280, T-156, p. 43.

La personne qui nous donnait ces fétiches, c'est une personne de bonne volonté. L'esprit du village va l'envoyer nous dire : va, donne à ce militaire le fétiche. Donc, il n'y a personne, à proprement parler, qui donne ordre à tel ou tel individu de nous donner les fétiches.

Q. Est-ce que cela se faisait en groupe, ou étiez-vous seul lorsque vous receviez votre fétiche ?

R. En groupe⁵⁹.

Ces fétiches pouvaient être renforcés :

R. Nous avions tous droit aux mêmes fétiches, mais chacun pouvait chercher ses propres fétiches à côté des fétiches officiels. Vous pouviez descendre même jusqu'à Zumbe ou aller voir un autre féticheur qui va te donner des fétiches personnels. Nous allions même loin, dans les villages des Ngiti, vers Boro [*Phon.*] aller chercher nos propres fétiches. Alors, nous mélangeons les fétiches officiels et mes propres fétiches et nous les mettions sur notre corps ; et là, nous étions très puissants, la puissance augmentait d'intensité parce qu'il était question de mélange de deux fétiches différentes⁶⁰.

Les fétiches au prétoire

Devant cette pléthore de fétiches, et ayant à établir des faits, des configurations d'actions et d'autorité, ainsi que des responsabilités judiciaires, la Cour décida d'enquêter sur ceux-ci et sur les savoirs qui les entouraient. Elle s'enquit auprès des témoins sur la provenance et la signification du mot, sur sa traduction en swahili, en lingala et en n'druna, bref, sur ce que cette désignation recouvrait de sens et d'usages pratiques. Ainsi interrogé, un témoin, après d'autres, répond :

Q. Donc, on achète des médicaments, en swahili, on dit « *dawa* » ; est-ce bien cela ?

R. Oui. *Dondjini*, c'est « la » langue des Lendu, c'est-à-dire les fétiches de nos ancêtres. C'est ce qu'on m'a raconté à la colline.

Q. Quel est le nom swahili d'un féticheur, c'est-à-dire une personne qui fabrique des fétiches ?

R. On appelle ça, en swahili, « *muganga* », d'après ce que je sache, on l'appelle « *muganga* »⁶¹.

59. *Ibid.*, Tm 280, T-157, pp. 7, 8.

60. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 22 juin 2010, Témoin P280, T-159, p. 75.

61. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 18 novembre 2010, Témoin P52, p. 8.

Germain Katanga a d'ailleurs dit plusieurs fois que ce que l'« on » appelle « fétiche » relève tout simplement du soin, des soins traditionnels :

Donc, la majorité de notre population de la collectivité chefferie de Walendu-Bindi ne vivent que des soins traditionnels jusqu'à maintenant. Même aujourd'hui, les angines, si vous allez à l'hôpital chez nous, les infirmiers vous disent : « Tu rentres, ça, ce n'est pas la maladie, il y a d'autres maladies ». Quand vous allez à l'hôpital, on vous dit : « Non, rentre, va consulter les... les vieilles mamans, les vieux papas à la maison ». Donc, c'est ça, Monsieur le juge Président. Jusqu'aujourd'hui, quand on vous dit que le fétiche... fétiche. Moi, ça m'étonne de dire que les herbes que nous utilisons sont devenues des fétiches. C'est des médicaments⁶².

Et il ajoute, après avoir de multiples fois appelé Kasaki « féticheur et prophète » :

R. Je ne veux pas qu'on l'appelle « féticheur ». Je ne veux pas qu'on l'appelle « féticheur » parce que je sais pas si... si le mot est... est correct. Je sais pas, mais limitons-nous qu'il était « chargé de front », il nous rassemblait les plantes, il nous rassemblait des racines pour nous protéger, tout simplement. C'était... c'est mieux de l'appeler comme ça⁶³.

Auprès du témoin P280, une jeune recrue (enlevée), le président insiste :

Monsieur le témoin, vous allez peut-être avoir le sentiment que l'on se répète, mais la Chambre souhaiterait obtenir encore quelques précisions de votre part sur les fétiches car il s'agit d'un domaine et d'une question qu'elle connaît mal et sur laquelle elle souhaite être mieux informée. Est-ce que les commandants, dont vous nous avez souvent parlé, prenaient eux aussi des fétiches, ou bien certains d'entre eux étaient-ils suffisamment forts pour s'en passer, pour ne pas avoir à en prendre ?

R. Tout le monde, nous et les commandants, nous prenions ces fétiches.

Q. Qu'arrivait-il aux soldats, aux simples soldats comme vous, ou aux commandants qui ne respectaient pas les interdictions imposées par les fétiches ? Vous nous avez dit : « Interdiction de piller, interdiction de prendre une femme par la force » ; qu'arrivait-il aux soldats qui ne respectaient pas ces interdictions ?

R. Il arrivait un temps... si on vous dit : « Ne piller pas », si vous pillez, les balles vont vous atteindre. Des fois, vous serez blessé et, des fois, vous serez mort⁶⁴.

Q. La Chambre voudrait revenir sur l'attaque de Bogoro. Avant l'attaque du village de Bogoro, les féticheurs vous avaient-ils donné l'autorisation de faire ce que vous vouliez, ou bien vous avaient-ils imposé ces conditions dont vous nous avez parlé il y a quelques jours ? Le fétiche perdait donc son effet ?

62. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 14 octobre 2011, T-323, p. 44.

63. *Ibid.*

64. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 23 juin 2010, Témoin P280, T-160, p. 41.

R. Oui.

Q. Vous nous avez parlé des fétiches de manière générale, sur un plan général.

R. Après avoir eu le fétiche pour aller à Bogoro, ils nous ont dit que nous avions le feu vert, nous pouvions faire tout ce dont nous avons besoin. Et, quand ils vous disent « tout ce dont vous avez besoin », vous pouvez piller, vous pouvez faire tout ce que vous voulez.

Q. Donc, il n'y avait pas eu d'interdiction ?

R. Non, non, il n'y en avait pas⁶⁵.

Q. Qui donnait les fétiches à Zombe ? [...] Mais il n'y avait pas, parmi les personnes qui distribuaient les fétiches, il n'y en avait pas une qui était plus proche des esprits que les autres ?

R. Bien. Là, je n'ai aucune idée parce que la personne qui nous donnait ces fétiches parlait avec les esprits de chez lui, de la colline. Il n'y avait pas moyen de savoir quel esprit qui... qui l'animait. Nous ne savions pas ou... nous ne pouvions pas voir cet esprit. Tout ce qu'il faisait, c'est nous donner ces fétiches.

M. Le juge président : Bien⁶⁶.

Le représentant légal des victimes pose à son tour une question au témoin P280 sur le fonctionnement des fétiches :

Q. C'est bien cela, Monsieur le témoin, c'est... c'est le sujet que vous avez introduit, et qui semble être craint par mon confrère de la Défense. Et je le comprends. C'est l'effet de ces fétiches. Vous nous avez dit que ça vous donnait plus de force. Et j'essaie de comprendre de... de quelle manière. J'essaie de comprendre comment ça marche, en fait, voilà, si je veux être franc. Et j'aurais souhaité que vous puissiez nous expliquer cela, pour vous. Je ne vous demande pas un cours d'université. Pour vous, quel était l'effet ? Comment est-ce que cela marchait ? Quel était le fonctionnement de ces fétiches ?

Le témoin P-0280 (interprétation du swahili) :

R. C'était un médicament qu'on ne devait pas boire. Vous devez plutôt mettre dans l'eau... vous vous lavez avec, ou soit faire des incisions sur le corps, ou encore, porter ça sur votre corps. Ça nous donnait la force pour utiliser les armes, pour nous battre. Il y avait également le fétiche pour être fort physiquement. Mais nous, nous préférons celui qui pouvait vous protéger contre les balles. Si nous prenions le deuxième type de fétiche, nous ne pouvons pas être atteints par les balles⁶⁷.

Ce régime d'explication ne dut pas aider beaucoup le questionneur : ce n'était pas la bonne question à adresser à cet objet.

65. *Ibid.*

66. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 23 juin 2010, Témoin P280, Tm 280, T-160, p. 42.

67. *Ibid.*, T-159, p. 77.

S'agissant des combattants de Matthieu N'gudjolo, lesquels étaient rassemblés dans le village de Zumbe à une trentaine de kilomètres au nord d'Aveba, le village et camp de Germain Katanga, le Procureur demande au chef coutumier de ce village, Chef Manu, le sens d'un terme utilisé fréquemment par ces combattants : « *godza* ». Il veut s'assurer de la traduction de l'interprète, qui donne « féticheur ». Le chef de village explique que cette traduction est erronée, que lui-même avait dû demander la mise à mort d'un combattant, parce qu'il était « *godza* » :

Chez nous, *godza* n'est pas un féticheur comme vous le dites. Non, ce n'est pas ça. *Godza* (*phon.*), *go*, chez nous, c'est un mauvais esprit, c'est un diable, quelqu'un de mauvais cœur, quelqu'un qui ne veut pas travailler avec d'autres personnes. On vous donne de la farine de maïs avec de la viande et vous voulez autre chose. C'est quelqu'un de mauvais cœur. C'est des gens... des gens de ce genre qu'on appelle des sorciers. Et ce sont ces personnes qu'on appelle *go* (*phon.*). Des personnes de mauvais cœur. C'est pour cette raison que des sages ont réfléchi. Revenons, par exemple, sur le cas de Kute. Kute a fait des... beaucoup de mauvaises choses, et des sages se sont rencontrés pour remédier à ces problèmes. *Godza* n'est pas un féticheur. Féticheur ne peut pas déclencher la bataille. On appelle « sorcier » ce genre de personne, et on peut étudier comment faire pour sauver la société de ces maux. [...] *Go*, c'est un mauvais esprit. *Dza*, c'est une maison. Comme des gens de l'église disent « Ecclesia » en tant qu'une maison sainte. Quelqu'un qui est envoûté, c'est quelqu'un... c'est cette personne là... Non, un sorcier peut être appelé *Godza*. *Go*, c'est un mauvais esprit et *Dza*, c'est la maison. Ça, c'est dans notre langue⁶⁸.

Et chef Manu offre une série de distinctions entre soins traditionnels et « sorcellerie » à la Cour :

R. Chez nous, il y a plusieurs sortes de produits traditionnels. Si quelqu'un est blessé, on va chercher des produits traditionnels pour son pansement. Chez nous, même une pierre peut être mise au feu et l'utiliser pour panser votre blessure. Et des personnes qui font ça, ce sont des personnes qui connaissent ces techniques. Vous pouvez avoir des problèmes d'yeux : vous ne savez pas ouvrir les yeux. On peut y mettre certaines feuilles, et vous êtes guéri. Ce sont des choses qui se font partout en Ituri. Ça, ce n'est pas à cause de la guerre que les gens ont utilisé ces produits traditionnels. Ces personnes qui font ça ont un nom particulier dans notre langue. On les appelle les *nguba* (*phon.*) ; ce sont des personnes qui soignent des personnes malades. C'est des réparateurs d'hommes. Mais *godza* (*phon.*), concerne uniquement des personnes qui font des mauvaises choses. Il y a deux choses différentes : il y a des personnes qui soignent... et pour le moment ils ont un papier de l'État, parce que si vous faites ça sans l'autorisation de l'État, on vous arrête. [...] Mais *Go*, qui signifie diable et *Dza* une maison... donc, c'est une personne avec un mauvais cœur. Même moi, je peux dire une personne qui est assise devant moi... je peux

68. *Ibid.*, Témoin chef Manu, T-303, p. 26-27 (nos italiques).

lui dire : vous, votre femme a commis l'adultère avec une autre personne. Si ce n'est pas vrai ce que je déclare, moi, à ce moment-là, je deviens *godza* (*phon.*)⁶⁹.

Mais il ajoute un instant plus tard :

J'ajouterai ceci : il est vrai qu'il existe des fétiches traditionnels qui peuvent soit aider une personne ou tuer une personne⁷⁰.

Pour ajouter à la difficulté de ces discussions croisées sur l'évaluation des mesures et moyens de la force et de leurs adjuvants, revient souvent une scène de la vie quotidienne des combattants de la troupe, relatée par eux-mêmes et faisant référence à des activités de police au sein de leurs propres villages où ils avaient établi leurs camps :

Il n'y avait pas de paix, à ce moment-là. Les combats étaient permanents. Alors nous les combattants, nous étions prêts à aller nous battre, pour notre cause, pour notre patrie. À tous moments, nous étions prêts. En dehors de cela, nous étions chargés de différentes missions, par exemple, pour arrêter quelqu'un. Nous avions l'habitude d'arrêter les personnes qui avaient des dettes, un civil venait nous le dire et on allait l'arrêter, ou telle personne est sorcière, elle a ensorcelé tel membre de ma famille. La procédure était de tuer la personne qui était accusée de sorcellerie, on avait l'habitude de la tuer.

Et il ajoute :

Il y avait un tribunal. Je viens de dire que ce tribunal avait l'habitude de passer à tabac, dans le cas de personnes accusées de sorcellerie, et si la personne accusée de sorcellerie n'avait personne pour la défendre, elle était même tuée⁷¹.

C'est ce qui était arrivé à la propre mère du témoin p52 qui avait été tuée dans le village de son mari, un Ngiti, lors de l'attaque de Nyankunde par les Hema et l'UPC, sous l'accusation d'avoir fait mourir son bébé par sorcellerie⁷². Témoin de l'accusation, il était suspecté par la défense de vouloir pour cette raison se venger de Germain Katanga, supérieur hiérarchique de l'assassin de sa mère. Il avait participé à la bataille de Bogoro. À son tour, il parle des

69. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 23 juin 2010, Témoin Chef Manu, T-303 p. 32.

70. *Ibid.*, p. 35.

71. *Ibid.*, p. 54.

72. La littérature sur ces questions est immense. Concernant plus spécifiquement l'Afrique centrale, citons quelques titres majeurs : BEHREND (1997), BEHREND & LUIG (1999), GESCHIERE (2000), SCHATZBERG (2000), TONDA (2002, 2008), CERIANA MAYNERI (2015).

préparatifs : « R. À Kagaba, lorsque nous étions tous rassemblés, en fait, tout ce que nous faisons, c'était de prendre nos gris-gris ; nous n'avions pas d'espoir en nos armes lourdes. Notre espoir reposait sur les amulettes ou les gris-gris⁷³ ».

Plusieurs témoins, des « enfants soldats »⁷⁴, ont demandé à ce que pendant leurs dépositions, un rideau les sépare des accusés : ils ne veulent pas être exposés à leurs regards. Mais cette demande de « *no eye contact* » avec les accusés, risque de léser les droits de la défense. Un dispositif est alors mis en place pour ces trois témoins afin que leurs yeux ne croisent pas ceux des accusés, mais que ceux-ci les voient par l'intermédiaire d'un écran d'ordinateur. Cela a intrigué les juges et les parties. Et la défense déclare :

Nous aimerions que les accusés puissent voir la personne qui vient les charger, parce que tel est le principe. Il faut que les accusés voient la personne qui vient les charger. Le fait de dire que l'on protège ces témoins de la vue des accusés, ça nous met mal à l'aise. En tout cas, nous souhaiterions connaître le fondement réel de cette vulnérabilité⁷⁵.

Mais il arrive que l'enquête de la Cour, le Procureur et le juge, aille « trop loin » et, avec les attendus de ce questionnaire positiviste, franchisse une limite, celle qui renvoie le témoin à une transgression d'interdit et à une mise en danger pour lui. Les premières questions sont celles du Procureur :

Q. Lorsque vous faites référence aux gris-gris et incisions, je comprends que vous faites référence, Monsieur le témoin, à ce qu'on appelle les fétiches ; c'est bien cela ?

R. Oui.

Q. Brièvement, l'incision dans le corps, vous la faisiez avec quoi ; quel objet ? Et que faisiez-vous une fois que... suite à cette incision ?

R. On utilisait une lame de rasoir pour pratiquer ces incisions. Et il y avait, par exemple, des produits en poudre. Et on appliquait ce produit, et on n'avait pas le droit de se laver avant que le produit ne puisse s'introduire complètement dans le corps.

Le Procureur fait alors un pas de plus, malgré la gêne grandissante et perceptible du témoin :

73. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 16 novembre 2010, Témoin P52, T217, p. 44.

74. Le droit international nomme les « enfants-soldats », EAFGA, « Enfants associés aux forces et groupes armés ». Ils ne possèdent ce titre et les protections juridiques qui l'accompagnent que lorsqu'ils ont moins de quinze ans.

75. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 27 janvier 2010, Témoin 250, T91, p. 2.

Q. Qui... pardon, qui, Monsieur le témoin, vous donnait les instructions pour la prise de ces fétiches ?

Immédiate révolte du témoin devant la possibilité même que lui soit posée une telle question, son inconvenance, montrant par son trouble profond, le choc sur lui d'injonctions opposées (taire les secrets rituels, tout dire, dire la vérité, être transparent). Tournant son visage vers le juge président, il l'apostrophe, accusant son arrogance, interrogeant par là la grossièreté d'un régime de publicité appliqué sans inquiétude à tout énoncé, dans la grammaire libérale du droit :

R. Juge, vous rendez-vous compte qu'on est en train de parler des rites de chez nous ? Cela pourrait me mettre en danger. En fait, si je dois dire tout ça, cela risque de me coûter cher, Monsieur le juge. Je suis en train de vous dire, Monsieur le juge, ce que vous dites là, qui concerne ma tribu. Est-ce que vous savez ce que vous dites ? Vous dites de mauvaises choses. Est-ce que l'interprète est en train d'interpréter ce que je suis en train de dire là, maintenant ?⁷⁶

Le juge président, chargé de la police de l'audience, répond alors, s'enfonçant quant à lui dans les bornes de ses normes professionnelles dans le cadre du prétoire :

Monsieur le témoin, l'interprète est en train d'interpréter ce que vous dites, et la Cour a le sentiment que vous seriez gêné si vous deviez répondre à la question que vient de vous poser Monsieur le Procureur. C'est une question qui nous paraissait pourtant ne pas soulever de difficulté particulière puisqu'il vous demande qui donnait les instructions pour la prise de ces fétiches, des fétiches dont vous venez de parler relativement longuement : les incisions, les breuvages, les poudres, etc. Il est assez logique qu'à cet instant de votre déposition, le Procureur vous demande qui est-ce qui souhaitait que les combattants reçoivent des fétiches ; est-ce que c'était une instruction qui était donnée ? En quoi est-ce que cela est difficile pour vous de répondre ?

Le témoin : Je ne suis pas en train de dire que c'est difficile de répondre. Moi, cela m'embête d'être ici. Je ne sais pas si ce qui adviendra par la suite sera bien. Est-ce que vous savez ce qui va arriver... ce qui risque d'arriver ?⁷⁷

Le témoin lui rappelle alors qu'il y a un monde, le sien, en dehors du prétoire, un monde de la guerre et de la force, un monde de la guerre qui saura lui rappeler qu'il a parlé et divulgué.

76. C'est-à-dire : « est-ce que tout le monde, en RDC, peut entendre *via* la retransmission audiovisuelle ? » (*ibid.*, p. 37).

77. *Ibid.*, p. 46.

M. le juge président : Monsieur le témoin, Monsieur le témoin, comme nous vous l'avons dit hier, toutes les mesures ont été prises pour que la déposition que vous faites à cette audience ne permette pas de vous identifier. Mais une nouvelle fois, vous avez constaté que M. le Procureur demande le huis clos partiel chaque fois qu'il pourrait y avoir un risque d'identification. De la même manière, nous vous avons indiqué hier quelles étaient les mesures prises pour que vous ne puissiez pas être identifié par votre voix, par votre visage, ou par votre nom. Donc, tout ce qui se dit, actuellement, ne vous met pas en difficulté⁷⁸.

En effet, le témoin fait partie du programme de protection de la Cour, dans ce cas, une délocalisation. C'est alors, qu'à la surprise générale, l'une des trois juges du banc, une Malienne, se lève brusquement, majestueusement, et déclare à l'adresse de son confrère, avec une extrême dignité :

Monsieur le Président, si vous permettez, pour une information que je partage avec tout le monde ici dans cette salle. En Afrique, quand on est dans la logique des fétiches, c'est pas les distances, les océans, ou les unités de protection qui peuvent vous protéger. La logique des fétiches est que les fétiches traversent les océans, les frontières, et vous atteignent dans vos caches. Donc, il y a... il y a un grand problème de communication entre nous et le témoin. C'est pas parce qu'il est relocalisé qu'il sera protégé de la colère des fétiches du terroir. Les fétiches du terroir ont leurs interdits. Quand vous les violez, le malheur vous atteindra où que vous soyez — c'est quand on est dans la logique des fétiches⁷⁹.

Silence dans le prétoire.

Qu'il s'agisse de chefs de milices ou de jeunes combattants de la troupe, il nous semble que nombre de relations que les témoins entretiennent aux fétiches et féticheurs renvoient à des analyses qu'A. Ceriana Mayneri (2015) décrit dans son ouvrage sur le pays Banda en Centrafrique quand il attache la prégnance des fétiches à une expérience collective de la dépossession, expérience que décrit aussi H. Behrend (1997) pour les Acholi du nord de l'Ouganda. Ce sentiment de dépossession passa d'abord pour les Lendu par le changement de statut juridique de la propriété foncière, puis par l'exclusion économique massive de la jeunesse pour ne parler que du temps court et de la période récente, et sans même remonter à la Traite ou à la colonisation, ici, comme on sait, spécialement brutale. À ce sentiment de dépossession de soi, s'ajoute ici l'expérience sans cesse reconduite de l'instrumentalisation par

78. *Ibid.*

79. *Ibid.*, p. 47.

plus grand « et large » que soi, expérience politique que fit Katanga quand le gouvernement central utilisa la force combattante de son groupe pour la criminaliser ensuite et l'envoyer à la CPI, par exemple. C'est l'expérience d'être « contenus », « empêchés » par des *gatekeepers* politiques et économiques, gardiens de tous les accès et de leurs codes, bref, de « la force ». Les alliances et constants changements d'alliances de la Deuxième Guerre du Congo, à toutes les échelles, l'idéologisation des relations inter-groupes qui précéda et suivit le génocide des Tutsi du Rwanda, engagèrent une situation d'extrême violence qui fut dite dans la langue absurde des « originaires » et des « non-originaires ». Par l'intermédiaire direct ou indirect des multiples médiations et instrumentalisation régionales qui meuvent les strates conflictuelles de la région des Grands Lacs, l'expérience que les groupes lendu/ngiti ont faite de la Deuxième Guerre du Congo (RDC) a été et reste, dans une certaine mesure, celle de l'entraînement dans un face à face ethnique meurtrier exprimé dans un discours en partie racialisé, si l'on s'en réfère aux textes qu'ils produisent. C'est un face à face haineux, fermé, impliquant des tueries réciproques de populations sans que soient produites par un tiers des transformations politiques d'ouverture, ni des possibilités économiques. Et ceci, que ce soit dans les nouvelles économies d'extraction ou dans d'autres secteurs non informels en dehors de l'économie de la prédation, et alors que beaucoup expérimentent des situations d'anomie sociale. Les jeunes hommes et leurs dépendants se rabattent alors sur des garants locaux de survie, personnelle et collective, au sein de leurs milices, comme l'étaient pour eux Kakado/Kasaki. Katanga l'exprime ainsi :

Quand je dis que Kasaki est d'une grande importance dans notre collectivité c'est parce que c'est lui qui dit aux combattants quoi faire. On l'appelait état-major, Nyabiri était l'un de ses fiefs. Il avait 55-60 ans. Il vivait à Aveba. C'était un féticheur, on l'appelait « chargé de front ». Son chef était Bernard Kakado Kabayonga Tsubina. Kasaki cultivait des herbes pour nous rendre invulnérables. Il nous protégeait en cas de combat au front. Soit il donne quelque chose dans un petit emballage, soit il incise. J'ai amené mon fétiche jusqu'à La Haye, c'est Marc Dubuisson [le chef du Greffe] qui le garde. Donc, je crois. Et si nous sommes en vie aujourd'hui, c'est grâce à ça⁸⁰.

J'ai ainsi voulu montrer dans cet article que, parmi les groupes armés qui se sont affrontés, et se trouvaient être dans une situation très asymétrique en termes d'armement et de ressources, certains ont considéré et ont déclaré ouvertement au prétoire que leurs seules forces résidaient dans le pouvoir de

80. Procès de Germain Katanga, transcrit de l'audience du 8 juin 2001, Témoin Germain Katanga, Conclusions.

leurs prophètes/féticheurs et de leurs fétiches. Une des constantes des récits des témoins dans ce procès a été de tenter de thématiser une angoisse prégnante dans leur vie quotidienne : celle de la mesure des forces, tant à la guerre (les armes/les fétiches), qu'au prétoire (la parole du droit/celle des fétiches). La Cour leur a répondu que c'était-là, en l'espèce, une angoisse audible.

Institut des sciences sociales du politique (ISP-CNRS), Université Paris Nanterre, Nanterre.

BIBLIOGRAPHIE

- AUTESSERRE S., 2012, « Dangerous Tales : Dominant Narratives on the Congo and their Unintended Consequences », *African Affairs*, 443 : 202-222.
- AVOCATS SANS FRONTIÈRES, 2013, *Recueil de jurisprudence congolaise en matière de crimes internationaux*, édition critique, décembre, Bruxelles, ASF.
- BANÉGAS R. & JEWSIEWICKI B., 2001, « Vivre dans la guerre, imaginaires et pratiques populaires de la violence en RDC », *Politique africaine*, 84 (4) : 5-15.
- BAYART J.-F. & GESCHIERE P., 2001, « J'étais là avant », numéro spécial « Problématiques politiques de l'autochtonie ») *Critique internationale*, 10 (1) : 126-128.
- BAZENGUISSA GANGA R. & MAKKI S. (DIR.), 2012, *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme (« Colloquium »).
- BEHREND H., 1997, *La Guerre des Esprits en Ouganda, 1985-1996*, Paris, L'Harmattan.
- BEHREND H. & LUIG U. (EDS.), 1999, *Spirit Possession. Modernity and Power in Africa*, Oxford, James Currey ; Kampala, Fountain Publishers ; Cape Town, David Philip-Madison, The University of Wisconsin Press.
- BRAECKMAN C. & VIRCOULON T., 2005, « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, 215 (3) : 129-146.
- BUISMAN C., 2012, *Ascertainment of the Truth in International Criminal Justice*, PhD diss., London, School of Law, Brunel University.
- CERIANA MAYNERI A., 2015, *Sorcellerie et prophétisme en Centrafrique. L'imaginaire de la dépossession en Pays banda*, Paris, Karthala.

- CHRÉTIEN J.-P. & KABANDA M., 2000 [1995], *Rwanda, les médias du génocide*, Paris, Karthala.
— 2013, *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique*, Paris, Belin.
- CLAVERIE É., 2015, « Vivre dans le combattantisme, parcours d'un chef de milice en Ituri », *Terrains*, 65 : 159-181.
- CUVELIER J. & MARYSSE S., 2004, « Les enjeux économiques du conflit en Ituri », in S. MARYSSE & F. REYNTJENS (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2003-2004*, Paris, L'Harmattan : 169-199.
- DAVID E., 2012, *Principes du droit des conflits armés*, 5^e édition, Bruxelles, Bruylant.
- DOLAN C., 2010, *La guerre n'est pas encore finie. Perceptions communautaires des violences sexuelles et de leurs fondements à l'Est de la RDC*, Londres, International Alert.
- DOZON J.P., 1974, « Les mouvements politico-religieux. Synchrétisme, messianismes, néotraditionalismes », in M. AUGÉ (dir.), *La Construction du monde. Religion, représentations, idéologie*, Paris, Maspéro (« Dossiers africains ») : 75-111.
- EGGERS N. & BOTIVEAU R., 2012, « Prophètes, politiciens et légitimité politique, discours locaux du pouvoir et transformation religieuse dans le conflit religieux », *Politique africaine*, 129 (1) : 73-91.
- FAHEY D., 2013, *L'Ituri. Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo*, Londres-Nairobi, Rift Valley Institute (« Usalama Project Report »).
- FANCELLO S., 2008, « Sorcellerie et délivrance dans les pentecôtismes africains », numéro spécial « Territoires sorciers », *Cahiers d'Études africaines*, XLVIII (1-2), 189-190 : 161-183.
- GESCHIERE P., 2000, « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », *Politique africaine*, 79 (3) : 17-32.
- GRUÉNAIS M.-É., MOUANDA MBAMBI F. & TONDA J., 1995, « Messies, fétiches et luttes de pouvoirs entre les "grands hommes" du Congo démocratique », numéro spécial « La démocratie déclinée », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (1), 137 : 163-193.
- KELSALL T., 2006, *Culture Under Cross-Examination, International Justice and the Special Court for Sierra Leone*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LOBHO J.-P., 1971, « L'influence du régime foncier coutumier sur l'organisation socio-politique des collectivités locales chez les Bahema et Walendu du Territoire de Djugu », *Congo-Afrique*, 60 : 563-572.
- MARY A., 2009, *Visionnaires et prophètes de l'Afrique contemporaine. Tradition initiatique, culture de la transe et charisme de délivrance*, Paris, Karthala.
- MATTHIEU P. & MAFIKIRI TSONGO A., 1965, « Guerres paysannes au Nord Kivu, 1937-1994 », numéro spécial « Disciplines et déchirures », *Cahiers d'Études africaines*, XXXVIII (2-4), 150-152 : 385-416.

- PRUNIER G., 2008, « The “Ethnic” Conflict in Ituri District : Overlapping of Local and International in Congo-Kinshasa », in R. BANÉGAS & J.-P. CHRÉTIEN (eds.), *The Recurring Great Lakes Crisis : Identity, Violence and Power*, London, Hurst & Co : 180-204.
- SCHATZBERG M. G., 2000, « La sorcellerie comme mode de causalité politique », *Politique africaine*, 79 (3) : 33-47.
- TAMM H., 2013, *Le FNI et la FRPI, Résistance locale et alliances régionales, dans le Nord-Est du Congo*, Londres-Nairobi, Rift Valley Institute (« Projet USALAMA »).
- THIRY E., 2004, *Une introduction à l’ethnohistoire des Hema du Nord (Congo du Nord-Est)*, Tervuren, Musée royal de l’Afrique centrale.
- TONDA J., 2002, *La guérison divine en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Karthala.
— 2008, « La violence de l’imaginaire des enfants sorciers », numéro spécial « Territoires sorciers », *Cahiers d’Études africaines*, XLVIII (1-2), 189-190 : 325-243.
- VAN ACKER F., VLASSENROOT K. & MARCHAL R., 2001, « Les “Maï-Maï” et les fonctions de la violence milicienne dans l’Est du Congo », *Politique africaine*, 84 (4) : 3-116.
- VLASSENROOT K., MESSIANT C. & RICHARDS, P., 2002, « Les guerres africaines du type Fleuve Mano : Pour une analyse sociale », *Politique africaine*, 88 (4) : 13-26.
- VLASSENROOT K. & RAEYMAEKERS T., 2003, « Le conflit en Ituri », in S. MARYSSE & F. REYNTJENS (dir.), *L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003*, Paris, L’Harmattan : 216-220.

RÉSUMÉ

Le procès de Germain Katanga, qui eut lieu devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye entre le 24 novembre 2009 et le 7 mars 2014, est ici traité comme une source, d'abord selon son cadre d'énonciation, pour l'histoire de certains épisodes de la Deuxième Guerre du Congo (RDC) et, ensuite, en fonction du prétoire comme une arène cosmopolitique et un dispositif de description de la forme de « conflits armés internes » et « conflits armés internationalisés ». Parmi les antagonistes qui se sont affrontés, très asymétriques en termes d'armement et de ressources, certains ont considéré, et l'ont déclaré ouvertement au prétoire, que leurs seules forces résidaient dans le pouvoir de leurs prophètes/féticheurs et de leurs fétiches. Une des constantes des témoins dans ce procès a été de tenter d'établir une mesure des forces relatives, tant à la guerre (les armes/les fétiches), qu'au prétoire (la parole du droit/celle des fétiches).

Mots-clés: République démocratique du Congo (RDC), combattants, Cour pénale internationale, Deuxième Guerre du Congo, fétiches, groupes armés.

ABSTRACT

Fighters, Fetishes and the Courtroom. The Trial of Germain Katanga before the International Criminal Court. — The trial of Germain Katanga, which took place before the International Criminal Court (ICC) in The Hague between November 24, 2009 and March 7, 2014, is herein treated as a source, first according to its declarative framework, for the history of certain episodes in the Second Congo War (RDC), then in terms of the courtroom as a cosmopolitical arena and apparatus to describe the form of “internal armed conflicts” and “internationalized armed conflicts.” Among the highly asymmetrical antagonists that confronted each other, with regard to their respective arms and resources, some considered and openly declared in court that their only forces resided in the power of their prophets/witch doctors and their fetishes. One of the constants in this trial was that the witnesses attempted to establish a measure of relative forces, as much in war (arms/fetishes) as in the courtroom (the word of the law/that of fetishes).

Keywords: Democratic Republic of Congo (DRC), fetishes, fighters, International Criminal Court, rebel groups, Second Congo War.